GRATUIT

Juin 2016

Phénix

Après la lutte, la relève

ENQUÊTE

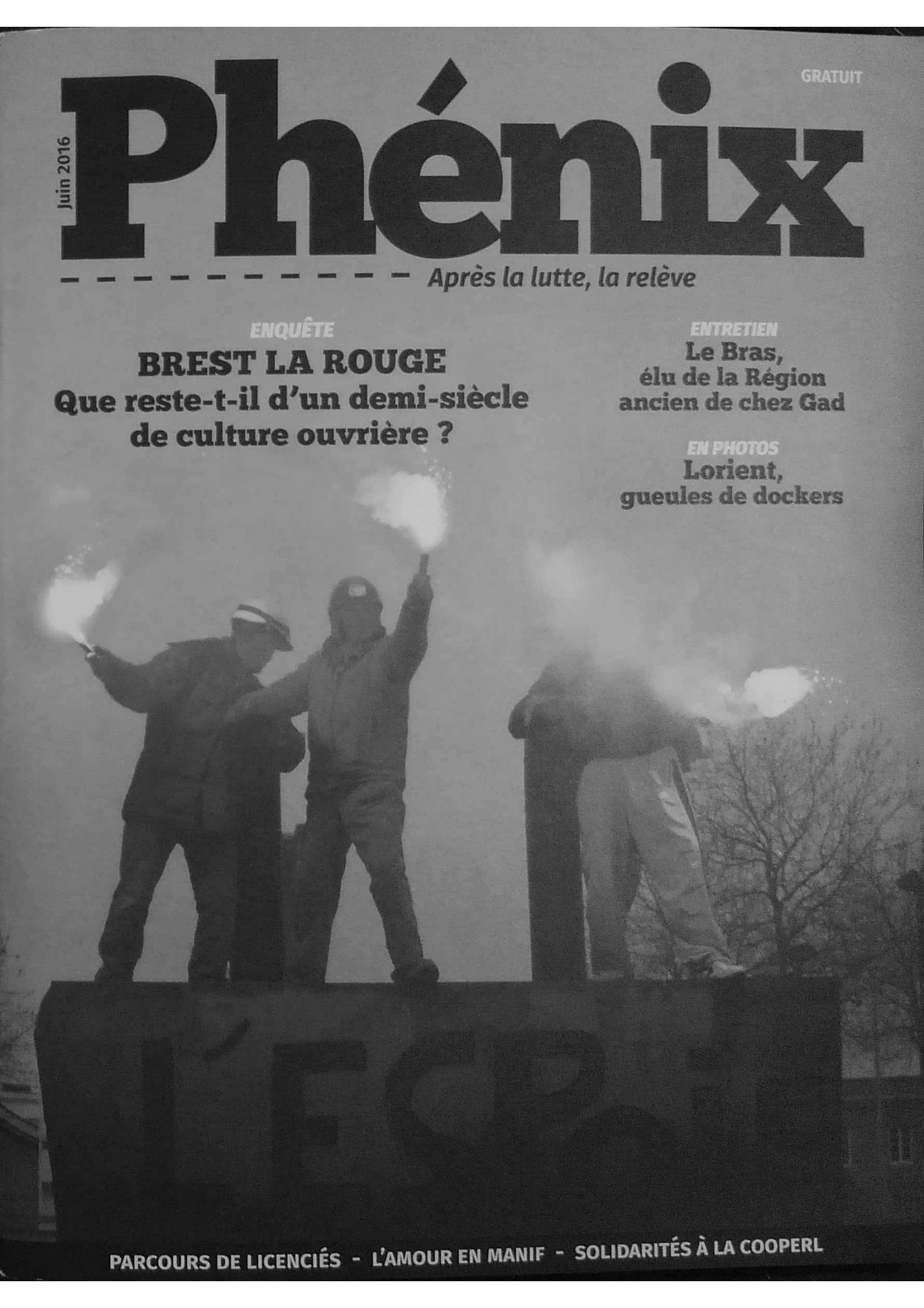
BREST LA ROUGE
Que reste-t-il d'un demi-siècle de culture ouvrière ?

ENTRETIEN

Le Bras, élu de la Région ancien de chez Gad

EN PHOTOS

Lorient, gueules de dockers



PARCOURS DE LICENCIÉS - L'AMOUR EN MANIF - SOLIDARITÉS À LA COOPERL



Carole Tymen, 31 ans
Douarnenez (29)
@CaroleTymen



Christophe Donadier, 25 ans
Tarbes (65)
@cdonadier



Mathilde Le Petitcorps, 23 ans
Pontivy (56)
@MathildeLpt



Julien Tison, 22 ans
Noyelles-Sur-Selle (59)
@Jtison



Derwell Queffelec, 21 ans
Châteauneuf-du-Faou (29)
@derwellqfc



Baptiste Langlois, 21 ans
Chartres (28)
@Bapt_Langlois



Nolwenn Even, 22 ans
Caudan (56)
@Even_Nolwenn



Pierre-Yves Henry, 24 ans
Brest (29)
@HenryPY29



Sophie Nachtergaele, 24 ans
Locquirec (29)
@S_Nachtergaele

Rédactrice en chef : Derwell Queffelec. **Rédactrice en chef adjointe :** Carole Tymen. **Maquettistes :** Nolwenn Even, Baptiste Langlois. **Journalistes :** Julien Tison, Pierre-Yves Henry, Sophie Nachtergaele, Mathilde Le Petitcorps, Nolwenn Even, Carole Tymen, Derwell Queffelec, Baptiste Langlois, Christophe Donadier. **Responsables photo :** Pierre-Yves Henry, Baptiste Langlois. **Responsable diffusion :** Julien Tison. **Secrétaires de rédaction :** Baptiste Langlois, Christophe Donadier, Pierre-Yves Henry. **Directeur de publication :** Olivier Trédan. **Équipe pédagogique :** Gérard Briant, Franck Chambrun, David Even, Olivier Scaglia, Joël Langonné, Philippe Gestin. **Remerciements :** À Maxime Marie et à toutes les personnes ayant contribué à la réalisation de ce projet, en nous ouvrant leurs portes. **Édité chez Cloître Imprimeur. Magazine financé avec le concours de la Région Bretagne.**

Photo de Une : *En février 2012, à Brest, sur le sommet de l'étrave II, des salariés de la Sobrena, fumigènes à la main, manifestent contre la menace de fermeture de leur chantier. Au bout d'un combat acharné, les 217 salariés conserveront leur emploi grâce au rachat de l'entreprise par Damen, un entrepreneur néerlandais.*
© Marc Gidrol, http://www.marc-gidrol-linfo.blogspot.com

© **avatar** : Editions Delcourt 2016 - Boulet & Kek - Bouletcorp.com / Zanorg.com

ÉDITO

En Bretagne, selon une enquête de l'Insee de 2012, 25 % de la population active est ouvrière. Ces dernières années, dans la 5e région industrielle française, de multiples restructurations ont frappé le modèle agro-industriel breton.
Gad, Doux, Marine Harvest, Chaffoteaux et Maury, Sobrena, Tilly-Sabco, ces conflits ont laissé bon nombre d'anciens ouvriers dans des situations précaires, voire de détresse. Des luttes ont été menées, avec succès parfois, en vain souvent. Ils ont alors été forcés de se réinventer, de renaître tel un Phénix.

Etudiants en journalisme à l'IUT de Lannion, nous avons voulu, en racontant ces trajectoires de vie, montrer l'impact de ces conflits sociaux sur ceux qui les traversent : les salariés, leur entourage, ceux qui les ont soutenus.
Sur une variation du thème de la main, symbole du travailleur, trois dimensions sont explorées : les combats, la reconversion, la solidarité.
« Main dans la main » : Le collectif permet aux salariés de mener une lutte avec plus de force.
« A mains nues » : La lutte éteinte, c'est souvent seuls que ces ouvriers doivent trouver une solution et imaginer un après.
« Main tendue » : Certains sont retournés à l'usine. Ils se sont réappropriés leur outil de travail, leur entreprise, aidés par des industriels et des collectivités locales.

Nous vous convions à une exploration de ce monde singulier, avec une première escale à Brest, vieille cité ouvrière.

La rédaction

SOMMAIRE

ENQUÊTE
8 - 17

ENQUÊTE : **Brest la rouge, que reste-t-il d'un demi siècle de culture ouvrière ?**

Cette enquête revient sur la ville qui a construit, au fil des dernières décennies, et des conflits ouvriers, une culture propre. Basé sur la vie autour de l'Arsenal, un sentiment d'appartenance s'est développé. Mais aujourd'hui, l'Arsenal a de moins en moins d'effectifs, le nombre d'usines sur le port diminue et une nouvelle dynamique, centrée sur de nouveaux secteurs d'activités, est née.



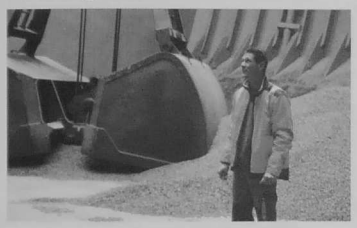
POUR COMMENCER...
6 - 7

CARTE : **Les mouvements sociaux en Bretagne**

MAIN DANS LA MAIN
18 - 33

20 - 21 REPORTAGE à Plouédern (29).
Le huis-clos des métallos

22 - 27 PHOTOS : Les dockers de Lorient (56).
Forts en gueules



28 - 31 REPORTAGE à la Cooperl (22).
Copains comme cochons

32 - 33 PORTRAITS : **Nourir la lutte**

À MAINS NUES
34 - 47

36 - 41 ENTRETIEN avec **Olivier Le Bras**



42 - 45 PORTRAITS. **Reconvertis**

46 - 47 PORTRAIT. **Manifestation d'amour**

MAIN TENDUE
48 - 63

50 - 53 REPORTAGE à Chaffoteaux (22).
Objectif tunes

54 - 57 REPORTAGE à Saint-Avé (56).
Le futur en Scop



58 - 59 REPORTAGE à Caudan (56).
Irréductibles fondeurs

60 - 61 REPORTAGE à Pont-Croix (35).
SOS : abattoir en détresse

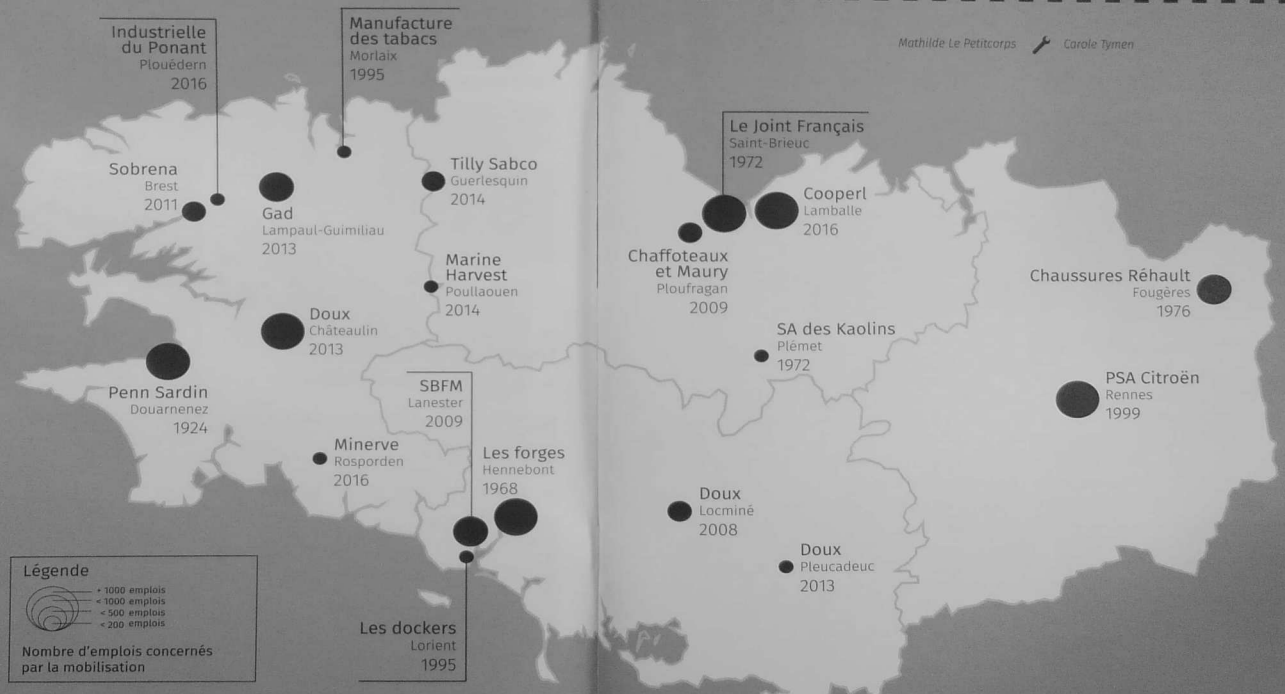
MAIS AUSSI...
64 - 66

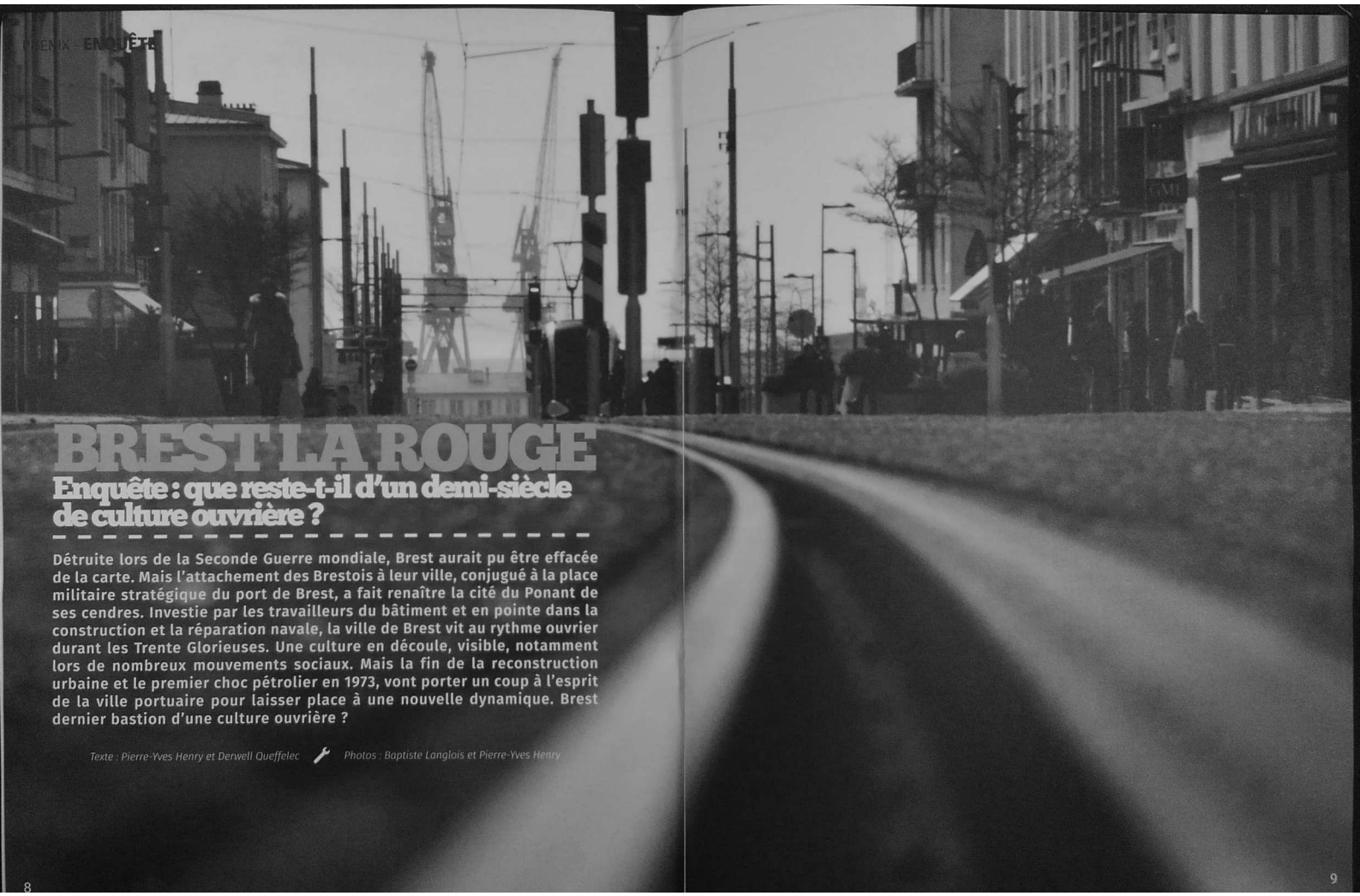
CULTURE. **Les lieux de mémoire, le Joint Français**



LES MOUVEMENTS SOCIAUX OUVRIERS QUI ONT MARQUÉ L'HISTOIRE DE LA BRETAGNE CONTEMPORAINE

Mathilde Le Petitcorps *Carole Tymen*





BREST LA ROUGE

Enquête : que reste-t-il d'un demi-siècle de culture ouvrière ?

Détruite lors de la Seconde Guerre mondiale, Brest aurait pu être effacée de la carte. Mais l'attachement des Brestois à leur ville, conjugué à la place militaire stratégique du port de Brest, a fait renaître la cité du Ponant de ses cendres. Investie par les travailleurs du bâtiment et en pointe dans la construction et la réparation navale, la ville de Brest vit au rythme ouvrier durant les Trente Glorieuses. Une culture en découle, visible, notamment lors de nombreux mouvements sociaux. Mais la fin de la reconstruction urbaine et le premier choc pétrolier en 1973, vont porter un coup à l'esprit de la ville portuaire pour laisser place à une nouvelle dynamique. Brest dernier bastion d'une culture ouvrière ?

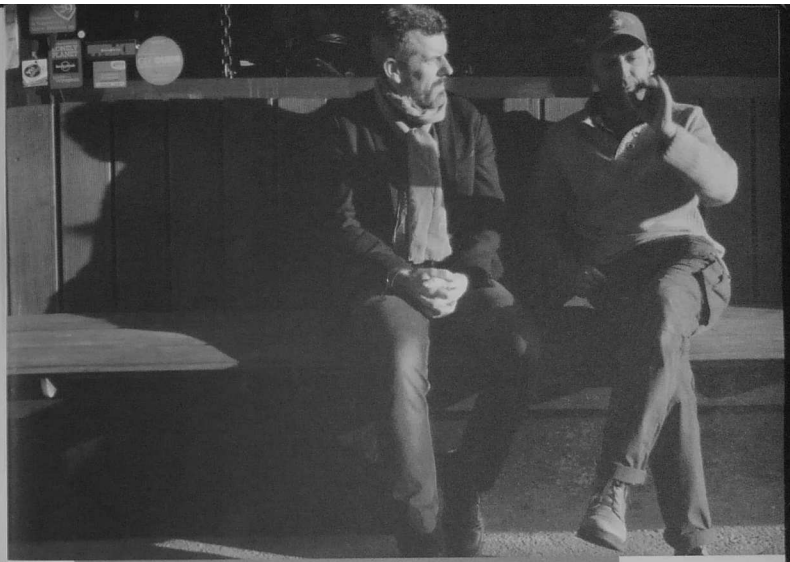
Texte : Pierre-Yves Henry et Derwell Queffelec *Photos : Baptiste Langlois et Pierre-Yves Henry*

« Brest la rouge », « Brest la grise ». Les deux termes sont entrés dans le langage courant pour décrire la cité du Ponant, ville du bout du monde de 145 000 âmes. Grise par son architecture peu colorée, marquant l'urgence d'une reconstruction. Rouge car révolutionnaire. 1935, 1950, 1987, 2011. Autant de dates marquantes pour les Brestois (*Cf encadré p 11*). Des périodes de soulèvement qui rappellent la capacité à défendre, avec véhémence, un territoire. « Brest la rouge » s'est construite au fil de ces mouvements
populaires et bien souvent autour d'un employeur principal, l'Arsenal, gisement d'emplois, dédié à la construction et la réparation de bateaux militaires. Jouxtant le port de commerce, où les usines jurent avec les bars et restaurants, le lieu évoque une conscience ouvrière qui ne semble trouver aucun égal, ailleurs, dans la ville.
Non loin de là, surplombant cette « ville-basse », le centre-ville est organisé autour de deux artères principales, la rue de Siam et la rue Jean-Jaurès. Au square Mgr-Roull, au milieu de cette première, se trouve la librairie Dialogues. Entrer dans cet endroit, c'est s'abandonner à la culture, qu'elle soit politique, romanesque, religieuse, historique ou locale. Les écrits sur Brest et son histoire n'y manquent pas. Une histoire, dont l'un des tournants est sa destruction lors de la Seconde Guerre mondiale, et où seulement 10 % des immeubles sont restés debout après les bombardements. *« Cette ville aurait pu mourir »*, affirme Kris, Brestois et auteur de bandes dessinées.
Mais l'odeur de la poussière et la vision des ruines vont rapidement laisser place à la reconstruction. Pas moins de 8 000 ouvriers du bâtiment investissent les lieux et l'Arsenal retrouve, dès 1953, ses capacités d'avant-guerre. Au total, en 1958, 80 % des ouvriers brestois travaillent dans la « Grande maison », comme ils l'appellent, ou dans le secteur du bâtiment.
Si la reconstruction de la ville se termine en 1962, l'Arsenal, qui emploie jusqu'à 10 000 personnes, va continuer de faire vivre la ville à son rythme pendant les Trente Glorieuses et contribuer à reproduire une culture ouvrière dans Brest. *« Tout le monde avait un lien avec "l'Arsouille". Si ce n'était pas toi, c'était un de tes potes. On baignait là-dedans »*, souligne Kris.

Mémoire : image et langage

Né en 1972, Kris est l'auteur, avec Étienne Davodeau, de la bande dessinée *Un homme est mort*. L'ouvrage, qui retrace une période déterminante de la construction de la culture ouvrière locale, montre un épisode tragique des luttes ouvrières, survenu pendant les grandes grèves de 1950.
En mars-avril de cette année-là, en pleine reconstruction, les ouvriers du bâtiment dénoncent des salaires trop faibles. Ils se mettent en grève et des manifestations sont organisées. Le 17 avril, un cortège remonte la rue Kerabecam quand la police reçoit l'ordre de tirer sur la foule. Édouard Mazé, 26 ans, ouvrier et militant cégétiste est atteint d'une balle en pleine tête. Deux jours plus tard, 80 000 personnes assistent aux obsèques du jeune homme. Jean Eon, 88 ans, ancien permanent CFDT pour les Arsenaux, à Paris, s'en souvient. *« En 1950, j'étais permanent jociste (Jeunesse Ouvrière Chrétienne, NDLR). C'était important pour moi d'être là, aux obsèques*, dit-il. *Il fallait être solidaire et montrer cette solidité ouvrière. Cet événement a marqué la ville. »* Un événement auquel Kris sera aussi sensibilisé grâce aux souvenirs de son grand-père qui a vécu ces manifestations. *« Un jour, alors que la Cinémathèque de Bretagne travaillait sur les productions de René Vautier* (cinéaste ayant filmé les conflits de 1950, NDLR), *il m'a été proposé de reproduire en bande dessinée son film disparu « Un homme est mort ». J'ai hésité puis je me suis rendu compte qu'il y avait une superbe histoire à raconter. »* Au total, 70 000 exemplaires ont été vendus. *« Avec cet ouvrage, les Brestois se sont réappropriés la ville, un pan de leur histoire et leur passé à forte connotation ouvrière. »* Cette conscience ouvrière qui colle à l'image de la cité du Ponant, Kris n'est pas le seul à la raconter. La célèbre peinture hors normes (15 mètres sur 9) de Paul Bloas, représentant un ouvrier du port, sur la façade du Grand Large, au port de commerce, en fut l'une des plus belles représentations. L'œuvre, démontée à l'occasion de la rénovation du bâtiment, ne retrouvera pas sa place, faute de fonds et de soutien financier.

La culture ouvrière brestoise, Gérard Cabon s'en est aussi fait l'écho en racontant le « folklore » de l'Arsenal dans deux livres. Ce folklore qui, pour de nombreux Brestois, tourne autour de l'alcool, la fainéantise et le savoir-faire, a donné lieu à *L'Abécédaire du parler de l'Arsenal* et *Y'a shiff ! Deuxième couche. « Quand je suis arrivé aux ateliers des Capucins, en 1966, j'ai eu le réflexe de noter sur un carnet toutes les expressions que j'entendais »*, raconte celui qui fut tourneur, mais aussi délégué syndical CFDT ainsi qu'élu PS à la mairie de Brest. *« Les endroits les plus féconds en mots, c'était bien souvent là où le travail était dur. Le "parler de l'Arsenal" s'est étendu au reste de la ville et a permis de construire le "parler brestoa"*. » Tiré à 2 500 exemplaires au départ, le premier tome atteindra les 10 000 ventes quand le second avoisinera les 4 000. *« Beaucoup de gens sont venus me voir lors des dédicaces en me racontant qu'ils ne savaient pas que certaines expressions de la vie courante étaient issues de l'Arsenal... Le but, avec ces bouquins, c'était de laisser une trace dans la mémoire collective. Cette "boutique" a marqué Brest. Il y avait tellement de culture là-dedans. »*



Olivier Polard et Kris, artistes brestois, estiment que la culture ouvrière brestoise a perdu de sa superbe au fil des ans.

Les Capucins : assez, pas assez ?

Évoquer, faire vivre et transmettre cette conscience ouvrière brestoise, tel est le credo de beaucoup d'artistes évoquant leur ville. Même si, pour Kris, la municipalité n'a jamais été imprégnée par cet objectif. *« La ville a changé depuis une vingtaine d'années et aux dépens de la mémoire et de la conscience ouvrière. La Mairie ne sait pas gérer cet héritage-là »*, estime-t-il. Et de poursuivre : *« Aujourd'hui, il n'y a pas un seul musée qui évoque cela, c'est dramatique. Les adjoints à la culture, cela fait vingt ans qu'ils se succèdent et on touche le fond du panier. Là, on va réinvestir le site des Capucins, les ateliers de l'Arsenal construits en 1841 en plein centre-ville, une grosse place ouvrière, et ce qu'on trouve à faire ce sont des logements privés et un »*

Dates clés

1935 : Une partie de la population ouvrière de la ville de Brest se soulève contre des baisses de salaire imposées par le gouvernement. Deux morts et des centaines de blessés sont à déplorer.
1950 : Une grève générale, partie de revendications contre les mauvaises conditions salariales des ouvriers du bâtiment, mobilise Brest. Édouard Mazé, syndicaliste cégétiste, est tué pendant
un affrontement avec les forces de l'ordre.
1968 : Mai 68 est aussi le mois des ouvriers de l'Arsenal. En 1951, leurs salaires sont négociés pour être égaux à ceux des ouvriers de la Métallurgie. Ce décret ne sera appliqué qu'en 1968,
après des années de bataille.
1987 : Les ARNO (Ateliers Réunis du Nord et de l'Ouest) deviennent la Sobrena après sept semaines de lutte pour conserver leurs emplois. Pour l'occasion, ils construirent une étrave,
baptisée l'Espoir, qui deviendra le symbole de cette lutte.
1996 : La ville se mobilise pour « Brest Debout », une série de manifestations pour contrer
les plans de restructuration de la Défense. Ce plan prévoyait 1 900 licenciements à la DCN et
1 200 dans les entreprises sous-traitantes. 10 000 personnes défilent dans les rues de Brest.
2011 : Les ouvriers de la Sobrena se mettent en grève pour défendre
leur outil de travail. L'Espoir il devient de nouveau le symbole de cette lutte. Damen, entreprise néerlandaise, repart avec les 217 employés du chantier.



Pour Tino Kerdraon, ancien dessinateur à l'Arsenal et représentant CFDT, l'influence paysanne dans la construction de la culture ouvrière brestoise a été importante.

nouveau cinéma… ». Même regard de Céline Angot, auteure d'une thèse s'inscrivant dans le cadre du projet de développement des Capucins et de la mémoire ouvrière. *« Au moment de l'ouverture, il y aura certes une valorisation des anciennes machines de l'Arsenal mais elle feront juste office de totems. Personnellement, je trouve que ce n'est pas suffisant »*, conclut-elle, même si une médiathèque, la Cinémathèque de Bretagne ainsi que le Centre national des arts de la rue le Fourneau, prendront place sur le site. Si de nombreux personnages locaux se soucient de l'évolution de cette culture ouvrière et sa transmission, c'est que l'histoire ouvrière de Brest a marqué les esprits.

« L'histoire de Brest (…) c'est l'Arsenal »

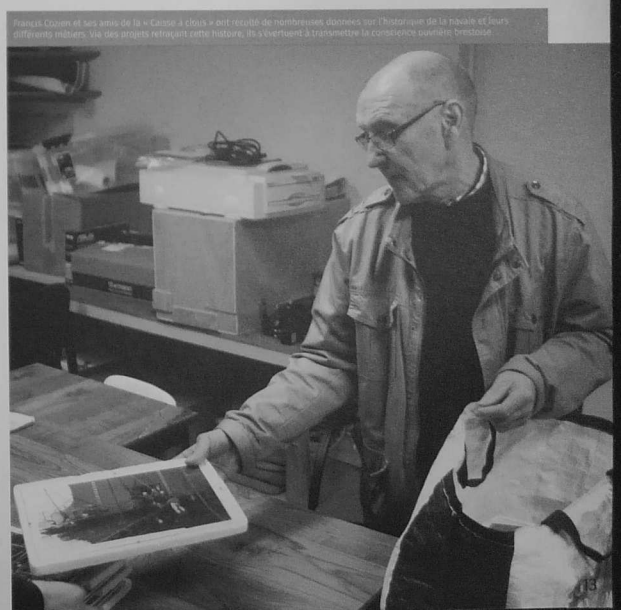
L'Arsenal, créé dans les années 1630, est rapidement devenu le centre névralgique d'une ville française stratégique tournée sur la mer, dans un environnement léonard très bretonnant. *« À Brest, il n'a pas été décidé de créer une ville mais d'ériger un Arsenal. Dans l'ordre des choses, c'est d'abord l'activité militaire qui justifie la création de Brest »*, précise Daniel Le Couedic, ancien directeur de l'Institut de Géoarchitecture brestois. *« L'histoire de Brest, son mental, c'est l'Arsenal. Son cerveau social, il est là »*, rajoute par ailleurs Patrick Apperé, ancien serrurier chez Bastide, délégué cégétiste et actuel adjoint au maire.
Réquisitionné par les Allemands lors de la Seconde Guerre mondiale, l'Arsenal de Brest, comme la ville toute entière, aurait pu cesser d'exister. Mais, rapidement, le retour massif d'une population qui avait dû migrer vers les campagnes pour fuir les bombardements va redynamiser le bassin brestois. Après le conflit, Brest l'ouvrière s'est reconstruite par vagues et des phénomènes sociaux spécifiques à la vie ouvrière sont apparus. La construction des baraques en est le premier exemple. Ces habitations sont créées pour permettre aux Brestois de se loger en attendant la finition des bâtiments en dur. Surtout présentes dans le quartier du Bouguen, elles ont été investies en nombre par les ouvriers, pour qui le logement en centre-ville était inaccessible. *« À l'époque, il fallait bien loger les travailleurs qui venaient reconstruire la ville,* raconte Daniel Le Couedic. *Le confort y était présent et les Brestois ne voulaient plus les quitter. Il a donc fallu que l'État instaure une politique : dès qu'une personne intégrait un logement neuf, une baraque était détruite. »* Ces baraques servaient aussi d'églises, de sièges sociaux, de commerces et participaient à une réelle vie de quartier, aujourd'hui disparue. *« Toutes les familles s'unissaient pour conserver les denrées apportées par les paysans et les pêcheurs »*, poursuit Jean Eon, qui a habité le quartier ouvrier de Kergoat.

Le développement du mouvement des Castors et l'influence paysanne

En parallèle, le mouvement des Castors, qui consiste non pas à construire sa propre maison mais à bâtir collectivement des habitations, prend de l'ampleur dans la cité du Ponant. Des ouvriers, après leurs heures de travail, mettent la main à la pâte pour ériger des maisons. Le système est assez simple : chacun est compétent dans un domaine précis et offre son aide à la communauté. *« De nombreux ouvriers se sont mobilisés en coopérative,* précise Yvon Tranvouez, historien. *Les gens s'échangeaient des services, en allant travailler sur le chantier du voisin ou du copain. La culture ouvrière brestoise s'est développée dans ces quartiers. L'idée de solidarité y était fortement présente. »* Le phénomène a été possible, à Brest, notamment grâce à la population paysanne et léonarde, dont nombre d'hommes ont intégré les entreprises du bâtiment dans les années 1950.
« À cette époque d'après-guerre, souvent lorsque l'on est ouvriers, on est nés paysans », affirme Daniel Le Couedic. *Ils apportent beaucoup de choses : ils ont du savoir-faire et sont très manuels. »*
Tino Kerdraon, ancien député et ouvrier de l'Arsenal, dont les parents sont issus du monde agricole, confirme : *« les agriculteurs arrivés à Brest après la guerre ont amené un esprit combatif et solidaire. Je me souviens qu'à Saint-Divy, pour les moissons, le matériel tournait entre quatre et cinq fermes ».* La reproduction du mode d'organisation de la paysannerie dans le monde ouvrier brestois, Tino Kerdraon l'a aussi ressenti à travers le syndicalisme local. *« Je suis persuadé que le mouvement syndical ouvrier brestois a été enrichi par ces gens-là. Ils nous ont apporté beaucoup de solidarité »*, affirme-t-il.

« À Brest, on est des teigneux »

Avec un taux de syndicalisation avoisinant les 80 % dans la « Grande Maison », les mouvements syndicaux étaient massifs. *« La particularité brestoise, c'est qu'on est souvent les premiers dans l'action, à entraîner les autres arsenaux de France dans la lutte et souvent les derniers à terminer. Je crois que ce caractère de révolte s'explique aussi du fait de la destruction de la ville qui a engendré beaucoup de solidarité et une capacité de résistance assez incroyable ».* De ces valeurs, émergera une expression au sein de l'Arsenal : *« Un repas sans fromage c'est comme une année sans grève ».* Normal pour Gérard



François Cozien et ses amis de la « Caisse à clous » ont récolté de nombreuses données sur l'historique de la navale et leurs différents métiers. Via des projets retraçant cette histoire, ils s'évertuent à transmettre la conscience ouvrière brestoise.

Cabon : *« À Brest, on est des teigneux ! »*
Né en 1943, Tino Kerdraon, ancien de la Jeunesse ouvrière chrétienne, de la CFTC puis de la CFDT, se remémore son engagement. *« Je suis rentré à 17 ans comme dessinateur à l'Arsenal. C'était une chance à l'époque,* dit-il. *L'action syndicale à l'Arsenal était intense. La bagarre avait souvent lieu autour des salaires. À l'Arsenal, ils ont été indexés sur la métallurgie parisienne en 1951. Il y avait une guerre permanente avec le gouvernement qui rechignait bien souvent à appliquer ce principe »*, note-t-il.
Patrick Apperé, sous-traitant et leader cégétiste, affirme, pour sa part, que la période 1964-1974 a été celle de la construction du statut des ouvriers de la navale civile et de l'émergence de salaires décents. *« Les employeurs savaient qu'ici, à Brest, il y avait une force de frappe terrible, que les fauves ne se laisseraient pas faire. »*

Ce fut notamment le cas en 1987, lorsque les Ateliers Français de l'Ouest (AFO) déposèrent le bilan. *« Les gars ont bloqué des bateaux, ils sont devenus indélogeables. On n'est pas des "enfants de Marie" . »* Sur les 450 employés du chantier naval, 180 seront repris par le nouvel employeur, la Sobrena. Cependant, les grèves et mouvements syndicaux de la réparation navale civile n'ont pas toujours été très bien perçus par la population brestoise qui avait le sentiment que les syndicats détruisaient l'outil de travail.
Mais pour Patrick Apperé, si la force de lutte ouvrière fait partie de l'histoire de la cité, c'est que *« les gars, les ouvriers sont intelligents »*, affirme-t-il, avant de poursuivre : *« L'Arsenal est la plus belle école de sciences politiques. Le débat y est présent de manière très forte. Les ouvriers savaient parler dans le micro. Et c'est aussi pour ça qu'on était pris au sérieux par les patrons ».*

À tel point que le premier maire de gauche de la ville, Francis-Le-Blé, sera issu de l'Arsenal. Un maire qui a laissé son nom au principal stade de football de la ville, lieu où le Brest Armorique et le Stade Brestois se sont succédés et où la classe populaire avait l'occasion de se retrouver, en dehors du travail. *« La vie politique brestoise a été imprégnée par cette conscience et ce monde ouvrier,* souligne Céline Angot. *Beaucoup d'employés de l'Arsenal se sont affirmés par cet aspect politique et syndical. Le chemin était souvent le même : JOChrétienne-CFDT – PS ou JOCommuniste – CGT – PC. »* Citons parmi ceux-là quelques anciens ouvriers devenus des figures politiques locales, tels Jean Champeau, Louis Aminot, Jacques Quillien, Alain Masson. *« Le PS brestois s'est construit à l'Arsenal »*, souligne Daniel Le Couedic. *« Quand on établit des listes pour les municipales, on cible les gens qui ne prennent pas de risques par rapport*

Construction navale, civile et sous-traitance

À Brest, dans le secteur de la navale, chacun son rôle. L'Arsenal de Brest (actuelle DCNS) a celui d'entretenir la flotte militaire. Dans les périodes fastes et quand la main d'œuvre manque, il est fait appel aux entreprises de sous-traitance (soudure, électricité, tôlerie…). La réparation de bateaux civils du monde entier est, pour sa part, confiée à des entreprises privées. Les AFO, la Sobrena et maintenant, Damen, étant les leaders brestois en la matière.

Dans la rade de Brest, les imposantes grues sont ancrées dans le paysage local et symbolisent l'ancrage ouvrier de la ville.



À l'intérieur de la «Caisse à clous», les anciens ouvriers s'efforcent de faire perdurer leurs professions à travers des ateliers ouverts au public.

à leur profession. Les ouvriers de l'Arsenal n'avaient pas de souci de ce point de vue-là. Cela donnait aussi l'occasion d'avoir des garants de la culture ouvrière à la mairie », conclut Tino Kerdraon.

La fin des arpètes et DCN privatisée : le virage

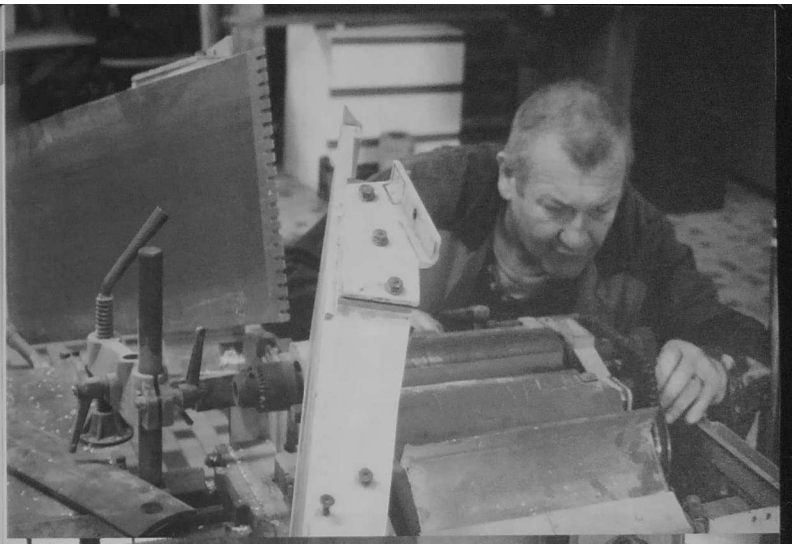
Mais si la ville de Brest était pétrie de cette culture ouvrière jusque dans les années 1990, la donne a changé. La construction navale, touchée par la crise pétrolière de 1973, et l'implantation de nouvelles entreprises industrielles ainsi que de nouveaux types de métiers vont déliter, au fur et à mesure, cet esprit propre à Brest. La Direction des Constructions Navales (DCN), l'employeur principal à l'époque, est privatisée en 2003 : des plans de restructuration sont mis en place. Sur ce point, l'entreprise profite du phénomène de l'amiante pour laisser partir à la retraite à 50 ans les personnes ayant développé des pathologies.
« Personne ne nous a jamais mis au courant des dangers », affirme Pierre Crenn, 72 ans et ancien soudeur. *« Nous, quand on soudait, on allait à l'atelier et on tirait sur un rouleau d'amiante pure. On coupait un morceau et on allait bosser avec ça sur l'épaule. »* Un réel souci économique pour la navale brestoise puisque, pour Patrick Apperé, *« ces gens-là n'ont pas été remplacés. Ces emplois-là, on ne les retrouvera plus à l'Arsenal »*.
La fermeture de l'école de formation (les Arpètes) est actée en 2002, autre preuve du délitement de la « Grande Maison ». *« Pendant longtemps, c'était une fierté d'intégrer l'Arsenal, d'y être ouvrier. Cette culture se transmettait en amont de l'entrée à l'Arsenal. J'ai appelé cela les "rites de passage" »*, note Céline Angot.
La sensibilisation familiale sur ce point était primordiale. Jusqu'aux années 1980, lors du concours d'entrée, dix points étaient attribués aux enfants de parents qui y travaillaient. La fin de cette école des apprentis, des *arpètes, a eu pour effet de réduire le savoir-faire ouvrier et sa conscience »*, dit-elle sur la question de la reproduction sociale.

Vers une muséification

Pour Olivier Polard, auteur de « Brest en chantant », *« la dernière construction importante a été le porte-avions Charles-de-Gaulle, en 1994. Depuis, la Marine s'est cassé la gueule. Aujourd'hui, l'Arsenal c'est trois fois rien. Le monde ouvrier a disparu »*.
Toutefois, l'esprit contestataire de Brest l'ouvrière n'est pas encore mort. En 2011, lors du conflit des Sobrena pour la sauvegarde d'emplois dans la navale et au terme d'un combat acharné, le rachat de l'entreprise par le néerlandais Damen est acté et le chantier sauvé.
Pour Patrick Apperé, *« quand on se met en grève, il ne faut pas avoir comme préoccupation première l'argent, mais d'abord Brest, l'industrie locale. Aujourd'hui, il faut se rendre compte, qu'avec la venue de Damen, ici, à Brest, on a conservé un bijou de famille : le premier chantier de France en réparation navale civile avec des compétences assez exceptionnelles »*.
Des compétences liées, entre autres, aux métiers de carèneur, soudeur, tôlier, mécanicien que s'évertue à transmettre l'association de « la Caisse à clous », au port de commerce. Pierre Crenn, 72 ans, Goulven Le Gall, 64 ans, et Francis Cozien, 72 ans, travaillent à la transmission de cette culture ouvrière brestoise. Tous ouvriers du port et retraités, ils s'attellent à lancer des projets évoquant l'historique de la navale, comme si un rôle leur incombait dans la préservation de ce doigté et de la technique qui va avec. *« On a des photos qui datent de 1913, dit "Pierrot". On en a regroupé 1 000 et on réalise des expositions sur nos professions. On va souvent dans les écoles pour témoigner auprès des jeunes. »*
Pour Francis, *« il est important de ne pas perdre de vue les savoir-faire »*, alors qu'à l'heure actuelle, DCNS n'emploie plus que 3 000 personnes. Désormais, le plus gros employeur de la ville est l'hôpital avec 6 500 employés, effectifs de Carhaix compris.
Aujourd'hui, l'activité principale de l'Arsenal de Brest est l'entretien des sous-marins nucléaires. Lors de la baisse d'activité et l'affaiblissement de la DCN, l'Etat a créé des fonds pour le développement de nouveaux projets pour compenser la perte d'influence de la Marine nationale à Brest. Océanopolis, aquarium marin ou le nouveau Port du Château, lieu « branché » des soirées où les jeunes cadres dynamiques se rejoignent en fin de semaine en sont les exemples. Redynamisée, la ville de Brest a pris un nouveau virage, avec, notamment, l'inscription dans l'espace urbain d'un glissement de l'activité vers le service. Avec une volonté de moderniser la cité, le bassin brestois s'est donc ouvert sur d'autres secteurs d'activités (technopôle, ville étudiante, recherche marine...).
Avec ses enseignes modernes et ses grandes allées, le centre-ville a perdu, depuis plusieurs années, son côté populaire et ouvrier. Il faut descendre jusqu'au port de commerce pour apercevoir et sentir encore Brest l'ouvrière. Celle des grues jaunes et du savoir-faire de la navale. Celle du parler « Brestoa » et de l'Arsenal, même si, là aussi, ce monde ouvrier perd du terrain. En témoignent les nouveaux bâtiments modernes, de verre et impersonnels.

Mouvements sociaux et largesse des rues

Et si la largesse des rues de la cité du Ponant, pensées lors de la reconstruction, était une volonté politique pour contenir des mouvements sociaux, parfois violents, comme ce fut le cas en 1935 et 1950 ? Cette hypothèse, un certain nombre de Brestois y souscrivent, dont Kris, auteur de la bande dessinée « Un homme est mort ». Mais, pour Daniel Le Couedic, ancien directeur de l'Institut de Géoarchitecture brestois, il s'agit d'un mythe et il n'y a pas un seul historien pour défendre cette idée. Toujours selon Daniel Le Couedic, la ville d'avant-guerre était très vallonnée et il est dorénavant sans doute plus simple pour la police de manœuvrer; mais, pour lui, cela n'a nullement pesé dans l'élaboration du plan de reconstruction de Brest.





MAIN DANS LA MAIN

Derrière chaque grande lutte sociale se cachent des hommes et des femmes, unis et rassemblés. Les conditions de travail ne résultent pas seulement du contrat de travail. Elles sont largement déterminées de manière collective. Souvent, c'est l'action commune des salariés, traduite en lutte, qui offre les droits et les acquis sociaux.

Lorsqu'une entreprise comme Gad décide de licencier ou quand la direction de la Cooperl refuse de négocier, la grève est le moyen d'action privilégié des salariés. De ces conflits sociaux naît une solidarité dont émergent des liens souvent forts. Ensemble, les salariés innovent, se soutiennent.

De l'organisation d'une mobilisation à ce qu'il reste de la solidarité si longtemps défendue, le collectif ne reste jamais de marbre face à un mouvement social.

Reportage à Plouédern (29)

LE HUIS-CLOS DES MÉTALLOS

Retards de salaires et grèves ont resserré les liens entre les salariés de l'Industriel du Ponant, entreprise de métallurgie du Pays de Landerneau. Cette dernière a été placée en liquidation judiciaire le 19 avril 2016. Face à l'adversité, ils ont fait du site de l'entreprise un bouclier qui les protège du monde extérieur et consolide leur cohésion de groupe.

Texte et photo : Christophe Donadier

Il est 21 h 30, le mardi 26 avril sur le site de l'Industriel du Ponant (IDP), dans la zone industrielle de Saint-Éloi, à Plouédern. Philippe Habasque, Ahmed Gorchi et Sébastien Galliou, salariés de l'entreprise de métallurgie, entament leur première ronde de nuit. D'ici quelques minutes, les locaux de l'IDP seront les seuls encore en veille jusqu'à l'arrivée des premiers camions dans la zone industrielle aux alentours de 4 h. Camionnettes et containers bloquent les portes du bâtiment, les lumières de l'atelier de production sont allumées et les portails condamnés. Les six yeux viennent compléter la batterie de dissuasions en s'assurant que rien n'a été cassé ou dérobé. *« Nous avons rentré les containers remplis de chutes d'aluminium et d'inox car les métaux sont convoités et peuvent s'échanger contre un petit pactole »*, explique Sébastien Galliou. Lampe torche à la main, les trois collègues préviennent des risques de vol dont le bâtiment a déjà fait l'objet deux mois auparavant. Six groupes électrogènes y avaient été dérobés avant d'être abandonnés par les cambrioleurs près du site du voisin Argel. À cette époque, aucune surveillance n'était mise en place derrière les grillages de l'entreprise. Arrivés sur le site en fin d'après-midi, le trio a pris le relais de l'équipe de jour constituée du reste de leurs collègues. En dépit du placement en liquidation judiciaire prononcé le mardi 19 avril 2016 par le tribunal de commerce de Brest, le pouls de l'IDP continue de battre 24 h/24.

Abandonner ? Il n'en est pas question pour les salariés qui ont pris leurs quartiers sur le site jusqu'à réception de leurs indemnités. L'arrêt brutal de leur activité provoqué par la décision du tribunal de commerce a bouleversé un carnet de commandes déjà altéré par la grève et dont le montant avoisinerait 150 000 euros. *« Le chiffre ne sera sans doute pas atteint puisque nous ne pouvons plus toucher aux machines, mais nous souhaitons aller jusqu'au bout de notre travail. La somme permettra le versement d'une partie des indemnités et accélérera le dispositif de reclassement »*, explique Ahmed Gorchi. Ici, le déjeuner est partagé par la cinquantaine de salariés. *« On ne peut pas s'entendre avec tout le monde mais nous avons tous à cœur de faire converger nos intérêts »*, remarque Ludovic Foucourt, un des sept délégués du personnel.

Des familles mises à rude épreuve

Depuis quatre ans, les débrayages ont été légion, les nombreux retards de salaires ont soulevé de profondes désillusions. Quatre personnes seulement continuaient d'occuper leur poste pendant la grève. *« Certains n'ont pas réussi à affronter la réalité et la gravité de la situation »*, déclare, amer, Ludovic Foucourt. Le mouvement s'est exacerbé au début de l'année. Payés le 14 janvier pour le mois de décembre, le 18 février pour le mois de janvier, puis le 23 mars pour le mois de février, les salariés ont montré leur exaspération par un piquet de grève illimité le 18 mars. Le quotidien est devenu



Le soulèvement du monde agricole l'a récemment démontré à l'échelle nationale, il semble que le manque d'exposition dans un mouvement social laisse de marbre les pouvoirs publics.

difficile pour les employés. Les désillusions et les pénalités bancaires ont entamé le moral des foyers et suscité l'incompréhension. Certaines des épouses, attristées, venaient réclamer des explications auprès de la direction et reprochaient aux grévistes une lutte trop lisse. Le groupe se retranche dans une solidarité interne, sans soutien des syndicats. *« Certaines nous reprochaient un manque de couilles pour traduire littéralement leur propos*, comprend Ludovic Foucourt. *Mais nous souhaitions mener notre grève sans débordement. Cela dit, à un moment, il fallait agir. »*

À la veille de l'audience au tribunal de commerce, dans la nuit du 18 avril, les grévistes décidaient de retenir le patron qu'ils avaient pourtant soutenu pendant la période de redressement judiciaire décidée en 2013. Les métallurgistes regrettent qu'aucun élu n'ait daigné décrocher son téléphone pour manifester son soutien. *« Une entreprise qui a enregistré jusqu'à 110 salariés, aujourd'hui 57, ne peut pas laisser des élus muets. Elle n'est pas rien dans le tissu économique du pays de Landerneau*, s'insurge Ludovic Foucourt. *Nous n'avons eu de contact avec personne, pas même la mairie de Plouédern. »*

Le repli pour la cohésion

Le coup de pouce est venu du privé, lorsque le PDG et le directeur général du centre commercial Leclerc de Landerneau se sont déplacés en personne sur le site.

Ils ont invité les salariés à se ravitailler en nourriture dans la grande surface, midi et soir, afin que ces derniers puissent mener à terme l'occupation du site sans grappiller dans ce qu'il reste des finances familiales.
En dépit du manque de soutien mais aussi par choix, les salariés de l'Industriel du Ponant se sont construit une bulle afin d'insuffler coûte que coûte une solidarité interne. *« Il y a quelques salariés encartés dans la boîte mais nous ne souhaitions laisser à personne le sentiment d'être écarté des débats, d'autant que certaines personnes affichent un certain scepticisme à l'égard des syndicats »*, explique Ludovic Foucourt.
Cette solidarité aura eu raison des quelques tensions qui ont pu s'inviter au travail, alimentées notamment par des conflits de générations, des promotions discutées, ou de simples défauts d'affinités. Elle rassemble désormais les cadres et salariés autour d'une même cause.

D'ailleurs, le directeur industriel anime des ateliers CV avant que ceux-ci soient remis au liquidateur judiciaire au début du mois de mai. *« Je n'ai jamais fait de CV, à l'époque on était embauchés en serrant la main du patron »*, s'amuse Lionel Beuzit, délégué du personnel et vingt-sept ans au sein de la boîte. Certaines entreprises du bassin se seraient positionnées pour d'éventuelles embauches. En attendant, ils restent unis et le collectif ne faiblit pas.

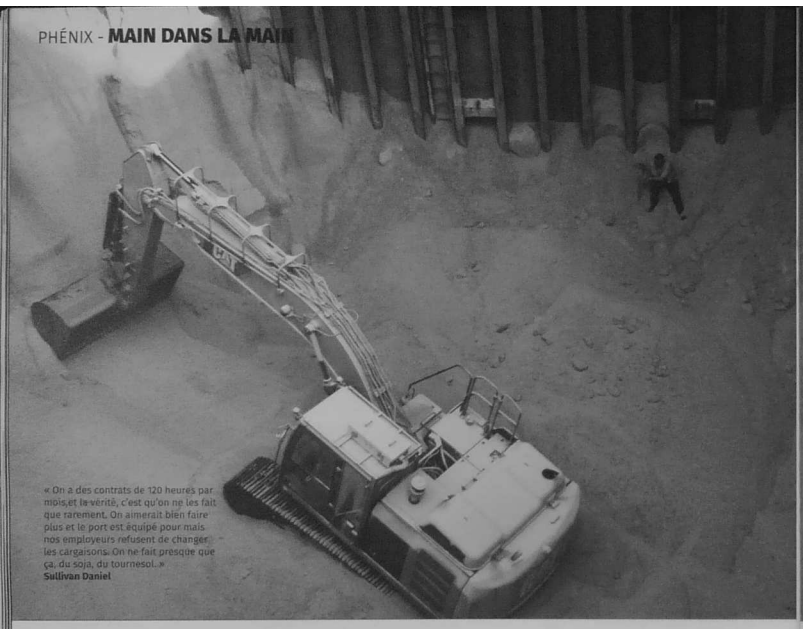
En photos : Les dockers de Lorient (56)

GUE

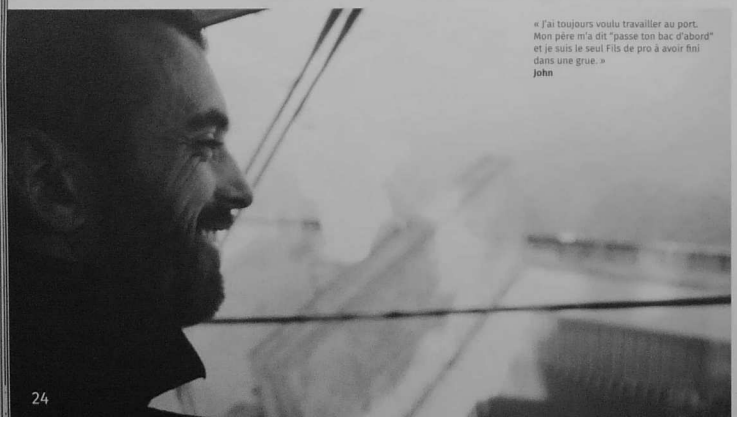
En 1991, les dockers de France se mobilisaient pour protéger leur statut datant de 1947. S'en suivront plusieurs mois de lutte. À Lorient, ville dont le maire, Jean-Yves le Drian, était également le Secrétaire d'État à la Mer, la réforme a laissé un goût de trahison aux dockers. Vingt ans après, la situation semble désormais apaisée sur le port de commerce. Rencontre sur les quais de Lorient.

Texte et photos : Nolwenn Even

« On est quand même mieux ici qu'à l'usine. On est même trop bien pour eux. Au moins ici, on est libre. »
Constant Trocadero

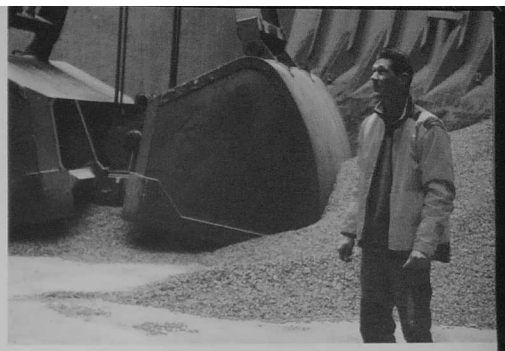


« On a des contrats de 120 heures par mois, et la vérité, c'est qu'on ne les fait que rarement. On aimerait bien faire plus et le port est équipé pour mais nos employeurs refusent de changer les cargaisons. On ne fait presque que ça, du soja, du tournesol... »
Sullivan Daniel



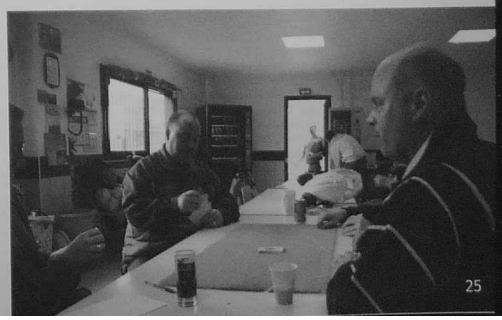
« J'ai toujours voulu travailler au port. Mon père m'a dit "passe ton bac d'abord" et je suis le seul Fils de pro à avoir fini dans une grue. »
John







« On nous a donné le choix : soit on gardait la moitié des dockers à temps plein, soit on en gardait le double mais à temps partiel. On a choisi le temps partiel. »
Henri Le Fay





« On est peut-être cons sur ce coup-là mais quand on peut faire rentrer nos fils dans une branche où il y a du boulot, on le fait. C'est partout pareil ! »
Constant Trocadero

« Le métier, ce n'est qu'un aspect. Les gars aiment surtout se retrouver entre eux », explique Henri Le Fay, ancien secrétaire général CGT des dockers de Lorient. Attablé au bar « Chez Finette », à 200 mètres des quais, Henri, 54 ans et à la retraite, parle de la vie sur le port et de l'image des dockers avec Gaëtan, un « fils de pro ». Bottes aux pieds, parka orange sur le dos, les mains autour de son café, il déplore : *« On ne nous voit toujours que par la violence ! »*.

Sur le port, les « gars » sont soudés et tiennent à le faire savoir. Avec 100 % des ouvriers dockers syndiqués, la CGT a le monopole. Perçus comme corporatistes, ils s'en expliquent. Cela leur permettrait de garantir leur forc mais également de perpétuer les traditions.

« On n'a pas envie de déroger à ça. Quand il y a plusieurs syndicats, ils ne sont pas capables de se mettre d'accord dans l'intérêt des salariés », justifie l'ancien secrétaire.

La famille prend une part importante dans la vie des quais. Ils sont nombreux à avoir travaillé avec plusieurs membres de leur famille. Que se soit un père, un oncle, un grand-père... Il leur est reproché, par cette transmission, de favoriser l'enclavement de leur métier.

« Ça existe partout ! Pour nous c'est une manière de pérenniser le métier et ses valeurs », détaille Henri. Pourtant, dans les années 1990, cette transmission est écorchée par la réforme de la manutention portuaire. Son principe ? Les faire passer de la vacation à la mensualisation. Autrement dit, faire en sorte que l'activité professionnelle ne varie plus en fonction de l'activité du port, au moyen d'un salaire fixe. Mais le refus des dockers a été catégorique. Henri dénonce encore aujourd'hui une réforme inadaptée à l'activité en dents de scie d'un port *« C'était surtout pour diminuer l'influence du syndicat »*, dit-il.

Après l'application de la réforme en 1995, à Lorient, l'effectif est passé de 220 à 80 travailleurs. Les dockers ont bénéficié de 45 millions de francs (8,5 millions d'euros) de prime pour les départs. Ils ont également choisi, afin de conserver un maximum d'emplois, de passer en temps partiel. D'autres en revanche, suite à leur licenciement, n'ont pas réussi à se réinsérer. À demi-mots, ils évoquent ceux qui « se sont foutus en l'air ».







« On peut être en désaccord, avoir des idées et des religions différentes, mais au moment de nous défendre, on est ensemble ! »
Henri le Fay



Henri précise : *« Ils ont pensé que la réforme était un tsunami. Ils n'arrivaient pas à voir le futur. Les gars ont toujours été respectés ici, alors quand ils vont autre part et qu'il n'y a plus le syndicat... »*.

Un collectif en reconstruction

Dans le local du syndicat, à deux pas des quais, est encadrée une photo de l'ancienne équipe de foot, symbole de l'esprit collectif du passé. En 1992, une fracture générationnelle s'est fait sentir. *« On ne faisait plus l'arbre de Noël. Il n'y avait plus d'enfants. Ceux qui auraient dû prendre le relais étaient tous partis »*, détaille Eddie Le Goulven, actuel secrétaire général CGT des dockers.

Aujourd'hui, même si le port bénéficie d'installations attractives, l'activité a tendance à baisser. Le déchargement de tournesol et de soja ne nécessite que peu de main-d'œuvre. Certains repassent toujours au port pour dire bonjour et prendre des nouvelles. *« Mais ils sont amers... Ils auraient voulu rester. Les gars sont bien ici, c'est la solidarité qui fait ça »*, précise Henri. Vingt ans après, les dockers relativisent la réforme : *« Au final, ce sont nos employeurs qui ont eu le plus de mal à s'y faire ! »*, plaisante Constant Trocadero.

Ce week-end, un petit caboteur décharge de la pâte à papier. Des dockers accompagnent les enfants dans la découverte du port. L'arbre de Noël a repris et désormais dix-sept enfants qui y participent. Des repas ainsi que des voyages sont aussi organisés. *« L'année dernière on est partis en Irlande ! »*, lance Ludo.

Les dockers continuent de lutter et de se joindre aux rassemblements, comme le 31 mars 2016, lors de la manifestation contre la loi El Khomri. Dans le même temps, ils entrent en conflit avec leur employeur, la société Kune, afin de défendre un employé d'une société de transport. *« On nous a toujours dit de transmettre la solidarité ! Lors de l'apartheid, on a refusé de débarquer des bateaux d'Afrique du Sud et d'Angleterre ! »*, s'exclame Henri. Le sentiment de trahison et la nostalgie perdurent. La transmission et la lutte ont repris, ainsi que la solidarité.

Les grévistes de la Cooperl, à Lamballe (22)

COPAINS COMME COCHONS

En février, la direction de l'abattoir lamballais entendait revoir les modalités de calcul du treizième mois et toucher à la prime d'ancienneté. Il n'en fallait pas moins aux salariés du site d'abattage de la Cooperl pour se lever comme un seul homme. De cette grève est né un collectif d'où ont émergé de nombreuses initiatives solidaires. Immersion.

Texte : Julien Tison *Photos : Baptiste Langlois*

Sur le petit parking visiteurs situé aux abords de l'abattoir, le soleil n'est pas encore levé, les salariés, eux, le sont. Les drapeaux syndicaux flottent dans les airs. Au loin, les cris des grévistes percent le silence ambiant. Depuis le 25 février, date d'un premier débrayage qui aura duré douze jours, les salariés du site de la Cooperl ont multiplié sans relâche les actions. Au début du mois, la direction refusait d'écouter les représentants syndicaux venus parler de l'organisation et de la gestion du travail au sein de l'usine.
« La direction avait décidé de diminuer l'ancienneté et le treizième mois ainsi que de geler les salaires. On nous a dit que c'était la crise et que nous étions payés trop cher », raconte Marie-Line Besnard, déléguée CFDT. En 2014, le groupe Cooperl a produit 5 500 000 porcs pour un chiffre d'affaires s'élevant à deux milliards d'euros. L'idée d'un débrayage « symbolique » émerge. Mais son ampleur inattendue lance véritablement le début d'un mouvement historique et solidaire.

Une solidarité née de l'intersyndicale

Élu délégué syndical Force Ouvrière en décembre 2011, Salim Mouhli travaille depuis onze ans et demi à la Cooperl. Fils d'un cégétiste, ce militant d'expérience ne mâche pas ses mots lorsqu'il évoque la situation à Lamballe. *« Nous, syndicalistes, nous représentons les salariés qui nous ont élus. C'est la première fois qu'un combat dure plus de trois semaines alors qu'il n'y a, pour l'heure, ni licenciement ni fermeture*, constate-t-il. *Cette situation est due à un ras-le-bol complet, au fait que l'on attaque toujours nos acquis. C'est la révolte ! »*
La fatigue marque le visage de Salim Mouhli. Mais le syndicaliste ne veut pas abandonner. *« Ce mouvement a resserré les liens entre les salariés mais aussi avec les cadres de l'usine. Il y a un sourire qui est revenu. Si jamais demain ça se passe mal, nous sommes tous prêts à repartir »*, annonce-t-il clairement.

Tous concernés

Le mouvement Cooperl a vu le jour grâce à l'union des différents syndicats de l'usine. *« Ici, il n'y a pas de meneur, c'est un mouvement intersyndicale. C'est l'unité qui fera avancer les choses et surtout pas une position unilatérale »*, précise Salim Mouhli.
Noël Carré, salarié à la Cooperl depuis vingt-sept ans et représentant CGT de l'abattoir, dresse le même constat : *« Ça apporte véritablement plus de force d'être à plusieurs syndicats. Il y a cinq ans, ce genre de conflit n'aurait tenu que deux jours car il n'y avait pas de cohésion à l'époque. Là, nous sommes unis »*. Souriant malgré la dureté de la situation, le syndicaliste espère que le mouvement va tenir. *« La rentabilité va avoir ses limites. Si l'intersyndicale tient la marée, ça devrait le faire. »* Sur le site, les bâtiments gris sont traversés par de longues allées froides qui contrastent avec la chaleur du mouvement. Amplifiant l'union syndicale, le conflit a vu naître des idées et l'énergie du groupe a révélé quelques personnalités. *« Nous, syndicalistes, nous avons créé l'intersyndicale mais les salariés aussi ont mis en place leur propre réseau. Des leaders se sont affirmés. Moi, j'ai découvert des jeunes qui avaient une âme militante. Ils nous ont aidés à faire la lettre ouverte à la direction sur le web. J'ai adoré travailler avec eux »*, expose Marie-Jeanne Menier, représentante CFDT.

« Ce mouvement, c'est un esprit de groupe, un esprit citoyen »
Marie-Jeanne Menier, déléguée CFDT

L'entraide est venue de toute part, peu importe le statut occupé par les salariés dans l'usine. *« Il y a eu un nombre incroyable de jeunes, de travailleurs étrangers. Beaucoup d'intérimaires aussi, qui, même s'ils ne pouvaient pas débrayer, nous ont soutenus »*, détaille fièrement Marie-Jeanne Menier.



L'intersyndicale a fait naître une solidarité qui a dépassé le simple cadre de l'usine. Lors du concert du 26 mars, les salariés de la Cooperl ont pu apprécier le soutien appuyé des Lamballais.

« Des ouvriers d'origine roumaine, tchèque, marocaine... c'est un véritable apprentissage de l'autre. On se rend compte que les gens ne sont pas si méchants que ça, que la réalité est différente des préjugés que l'on peut avoir », poursuit la syndicaliste. Des grévistes préparent la salle pour ne pas *« mettre dans la merde »* les collègues suivants, qui viennent aux réunions avec les autres syndicats pour préparer *« ensemble »* les négociations, le mouvement Cooperl a fait naître une solidarité un peu idyllique. *« Il faut que l'on continue à garder cet élan, pas forcément pour nous mais pour eux, pour le militantisme. C'est un esprit de groupe, un esprit citoyen »*, conclut Marie-Jeanne Menier.
Sur les 2 100 salariés de l'abattoir, tous n'ont pas participé au mouvement. Parmi les forces vives, les syndicats ont pu compter sur les 1 340 ouvriers de l'usine. Mais à la Cooperl, la solidarité n'est pas restée aux portes de l'abattoir. De nombreuses actions et initiatives se sont mises en place pour soutenir les salariés en grève.

Quand la musique rassemble

La nuit est tombée sur la commune de Lamballe. Sous la pluie fine de ce 26 mars, les pavés de la ville conduisent à sa lisière. Là, à l'abri des regards indiscrets, se cache la salle des fêtes municipale. *« Bonjour ! L'entrée est gratuite mais nous vous donnons quand même ce ticket*



Unis pour défendre leur usine mais aussi leur vie, les salariés de la Cooperl sont postés à chaque entrée du site depuis l'aurore.

jaune, ensuite c'est à votre bon vouloir. » Installées à leur guichet, deux femmes souriantes accueillent aux portes du concert de soutien organisé en faveur des salariés de la Cooperl. Entourés des habitants, une centaine de salariés et leur famille ont décidé de se réunir, une nouvelle fois. La salle des fêtes est répartie de manière peu habituelle. À l'entrée, des petites boîtes en carton colorées appellent à la générosité des participants.

« Du courage on en a, c'est du fric que nous n'avons pas ! »
Marie-Line Besnard, déléguée CFDT

Après avoir dépassé le bar, tous se disposent de manière stratégique. Face à la scène, on trouve des Lamballais venus profiter de la musique. Les enfants, nombreux, courent et s'amusent entre les tables et les chaises. À l'arrière, comme s'ils prenaient de la distance avec l'événement, les salariés de la Cooperl et leurs familles se regroupent, parfois se découvrent.
Pendant qu'une jeune musicienne interprète, sur scène, une composition personnelle, Noël Carré, le délégué CGT, discute avec deux collègues. Si ce n'est pas le premier mouvement social qu'il vit, celui-là a quelque chose de différent : *« Cette soirée montre le soutien de la population. Elle reconnaît le mouvement. Cela nous permet aussi de récupérer un peu d'argent. Nous avons créé une association de salariés avec tous les syndicats. C'est une soirée importante ».*
Parmi les 350 personnes présentes, un homme au regard suspicieux s'avance. Sous sa casquette, vissée sur la tête, se cache Salim Mouhli venu lui aussi à ce grand rassemblement. Comme pour tous ses *« camarades »*, ce concert de soutien revêt un caractère particulier. *« Aujourd'hui, c'est la solidarité de l'ensemble des salariés, de la population et des artistes. On fait vivre une région, un territoire, des éleveurs, des ouvriers... La coopération, c'est ce soir »*, dit-il.

Une pluie de dons et d'initiatives

Deux jours après le concert, Marie-Line Besnard et Marie-Jeanne Menier reviennent sur cette soirée à laquelle elles ont participé. Installées sur les canapés rouges d'un bar situé à quelques pas de l'abattoir, le café à la main, les deux femmes évoquent ce moment d'union que fut le concert de soutien. *« Avec nos horaires très différents, il nous est difficile de tous nous voir. Les gens n'avaient jamais pensé pouvoir discuter autant, c'était sympa »*, explique Marie-Line Besnard.
Si le concert est né de la volonté de la population lamballaise, la solidarité est venue de toute part. Les étudiants de Rennes 1 ont par exemple récolté 155 euros pour les travailleurs de la Cooperl. Sur le marché lamballais, les passants n'ont pas hésité à mettre la main à la poche et constituer une cagnotte.
« Nous n'étions pas dans cet optique-là au départ. Deux membres du comité citoyen nous ont dit qu'elles allaient faire une petite collecte sur le marché. Ce jour-là, on a amassé 2 000 euros. C'est énorme ! », s'enthousiasme Marie-Line Besnard. Une somme recueillie qui va permettre de soutenir et de faire vivre le mouvement. Les dons affluent, les réunions de soutien aussi, comme ce 8 mars, au soir, qui a rassemblé 650 personnes. Un meeting qui avait réuni les salariés, la population et de nombreux élus venus leur apporter leur soutien.
Des événements importants et qui donnent espoir. *« Le mouvement permet de se révéler, de prendre les choses en main »*, complète Marie-Line Besnard.
Pour mieux illustrer le conflit, le collectif Cooperl s'est réuni autour d'un projet vidéo. Un film de 5'12" sur la musique « Toi plus moi » de Grégoire et intitulé Lettre ouverte à monsieur Commault, directeur de la Cooperl. Les images des salariés en grève défilent accompagnées d'une voix off qui dresse les revendications.
« Vous savez, nous sommes chronométrés. Il y a des normes qui s'appliquent à tous quel que soit votre état de santé, votre âge. Nous ne sommes que des robots de chair. Aujourd'hui, tout le monde s'est rendu compte de nos conditions. Ça a dépassé le mouvement Cooperl », annonce de ses yeux fatigués Marie-Line Besnard.

Une lutte pour un site et ses emplois

Depuis cinq heures du matin, les salariés se positionnent aux différentes entrées du site. Pour ce dernier jour de mars, le vent souffle mais ne refroidit pas l'envie et les ardeurs des grévistes. Cela fait plus d'un mois que le débrayage symbolique a eu lieu.
En milieu de matinée, Noël Carré débarque sur le piquet de grève, le téléphone collé à l'oreille : *« La direction refuse toujours le treizième mois. Le directeur a été clair dans sa lettre du 11 mars. On va voir comment ça va se passer »*.
À l'entrée numéro cinq, Marie-Line arbore son gilet orange floqué CFDT : *« On a décidé de durcir un peu le mouvement. Les camions entrent mais ne ressortent pas »*. Plus nombreux que sur les autres points d'accès, les travailleurs sont là. Leur parole laisse parfois transparaître une forme d'inquiétude sur le devenir du combat, de leur vie. *« On est dans l'attente, on ne sait pas trop comment ça va se passer. On se demande comment cela va se terminer »*, dit une gréviste désabusée.
Mais Marie-Line ne perd pas espoir pour autant. *« Nous n'avons pas fait grève pour perdre ! Du courage on en a, c'est du fric que nous n'avons pas ! »*, clame la salariée.
Quel que soit l'issue, le conflit Cooperl laissera des traces chez des salariés dont la vie est d'ores et déjà marquée par cette lutte historique.
La solidarité, venue tous azimuts, a créé des liens forts. Si sur le terrain des revendications, la guerre n'est pas gagnée, le collectif Cooperl a remporté la première bataille. Celle de l'unité.

• À Chaffoteaux, un calendrier solidaire

À l'été 2009, les salariés de l'usine Chaffoteaux et Maury ont occupé leur usine menacée de fermeture. De cette occupation est née une solidarité dont a émergé un calendrier atypique.

« L'été arrivait et on avait décidé de bloquer l'usine en l'occupant. Les gens venaient, c'était assez bon enfant, la solidarité était là. On organisait des barbecues... On était ensemble », se souvient émue Brigitte Cloadic, la déléguée CGT.
Un moment d'occupation où, pour rompre l'ennui, il a fallu inventer, *« pendant ces deux mois, on faisait des jeux, de la peinture. Des ateliers se sont créés en fonction des compétences des uns et des autres. Certains apprenaient à coudre, d'autres à cuisiner. Il y avait même des cours de country »*, se remémore Brigitte Cloadic.
Outre ces activités, la renommée du mouvement est surtout venue d'un calendrier des plus originaux. *« Nous étions sur les ordinateurs et moi je regardais le calendrier des rugbymans (les Dieux du stade, NDLR). On rigolait avec les filles et soudain je me suis dis : "Eh, si on faisait le nôtre ?" C'est comme ça que l'idée est née. »*
Aidés par le photographe François Daniel (lire page 33), les salariés se mettent à nu devant l'objectif : *« On avait mis en place un studio. Le but était de ne pas faire un calendrier classique. C'est pour ça qu'il y a un treizième mois car il a été gagné par la lutte ».*
Trois séries de cartes postales avaient déjà été créées par les salariés. Cartes qui étaient ensuite envoyées aux proches, aux connaissances et aux chaffagistes.
Mais malgré tout, le calendrier restera le symbole de l'esprit collectif né de cette lutte. *« Ce calendrier nous a véritablement fait connaître et nous a offert le droit de parler de notre conflit, de nos vies »*, conclut la syndicaliste. Aujourd'hui encore lorsque l'on parle du conflit Chaffoteaux, l'image du calendrier n'est jamais très loin.

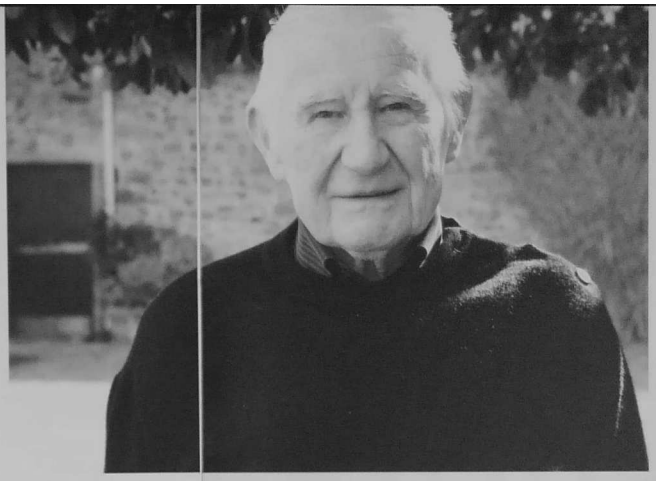
La patience est souvent la meilleure alliée durant un piquet de grève. Le moment pour se voir et d'échanger sur le conflit. Mais pas seulement...



NOURRIR LA LUTTE

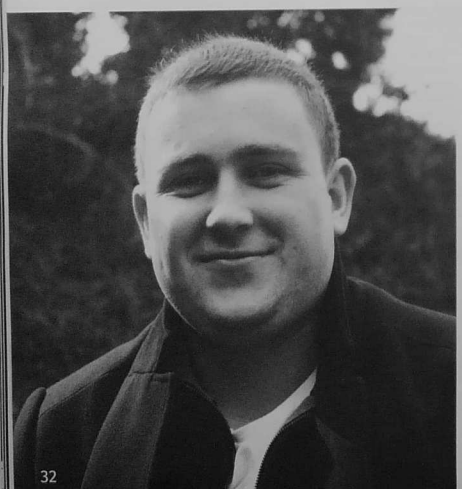
Individuelle ou collective, locale ou régionale, la solidarité a alimenté les luttes des salariés de Gad, à Lampaul-Guimiliau (29), Chaffoteaux et Maury, à Ploufragan (22) et du Joint Français, à Saint-Brieuc (22). Maxime De Souza, François Daniel et André Etesse ont participé à leur manière à l'un de ces combats, jusqu'à faire partie intégrante du collectif révolté.

Mathilde Le Petitcorps — *Photos : Pierre-Yves Henry et Sophie Nachtergaele*



André Etesse : « Ce n'est pas l'aide matérielle qui est importante, c'est surtout le geste »

Mars 1972, une grève éclate à l'usine du Joint Français, spécialisée dans la fabrication de joints étanches, à Saint-Brieuc, dans les Côtes-d'Armor. Les 950 salariés de la filiale de la Compagnie générale d'électricité ont un salaire inférieur à celui des ouvriers de l'usine du même groupe, en région parisienne. La raison de leur colère. Le 21 mars, 5 000 personnes défilent, main dans la main, dans les rues de la préfecture costarmoricaine.
André Etesse, 84 ans, président de la section laitière de la Fédération des exploitants agricoles des Côtes-d'Armor et agriculteur à Trégueux, près de Saint-Brieuc, décide de distribuer, avec une dizaine d'autres paysans de la commune, beurre, lait ou encore légumes. *« Nous voulions collaborer à la grève avec des produits de nos fermes »*, se rappelle l'agriculteur retraité. Bon nombre d'ouvriers du « Joint » habitaient Trégueux. *« J'en connaissais certains et je savais que pour quelques familles, cette aide était indispensable »*, raconte André Etesse. La grève, de deux mois, est longue et difficile. Des soucis financiers apparaissent. *« Mais ce n'était pas seulement l'aide matérielle qui était importante, c'était surtout le geste,* explique l'octogénaire. *On sortait tout juste d'une grève du lait pour dénoncer les inégalités dans le monde agricole. »* Comme lui, des étudiants ou des membres de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) de toute la région, auront pris part à ce moment historique.



Maxime De Souza : « Certains pensaient que je travaillais chez Gad »

Octobre 2013, l'abattoir créé par Louis Gad en 1956, à Lampaul-Guimiliau, dans le Finistère, ferme ses portes. 889 salariés se retrouvent au chômage. C'est un véritable désastre pour la commune et ses 2 000 habitants. La population s'implique dans la lutte de trois semaines, au côté des ouvriers.
Maxime De Souza, 25 ans, président de « Lampaul Animation », association qui organise festivals et concerts à Lampaul-Guimiliau, rejoint la lutte des salariés de Gad. En août 2013, il devient membre de « Sauvons Lampaul », l'association de défense de l'emploi des salariés de l'abattoir. L'objectif : aider les salariés à organiser une soirée concert et un fest-noz. En signe de soutien, la soirée a eu lieu le 2 août, sur le site du festival « Les tombées de la nuit à l'enclos », qui se déroule chaque été dans la commune. *« Même si je n'ai jamais travaillé chez Gad, j'ai toujours eu la passion de faire des choses pour ma commune et pour l'évènementiel »*, explique le Lampaulais. Maxime De Souza active ses réseaux. Du matériel est prêté gratuitement et des groupes de musique de la scène bretonne viennent jouer bénévolement. *« Grâce à une cagnotte mise à disposition, on avait récolté plus de 10 000 euros pendant la soirée, ce qui nous a permis de financer la grève »*, se souvient le président de l'association. *« Après la soirée, j'ai continué à aider les salariés chaque jour, jusqu'à la fin de la mobilisation. »* Notamment, en organisant les repas, partagés sur le piquet de grève, à base de produits distribués par des habitants et commerçantts.

François Daniel : « Prendre les Chaffoteaux en photos, c'était rendre leur bataille publique »

Juin 2009, les 207 salariés de Chaffoteaux et Maury, fabricant de chaudières, à Ploufragan, dans les Côtes-d'Armor, apprennent l'intention de la direction de délocaliser la production. Ils se lancent dans une lutte de quatre mois au sein de l'usine où, pour occuper les journées, des activités sont mises en place.
Le photographe François Daniel, décide de témoigner par l'image du combat quotidien des « Chaffoteaux ». Au cœur de la lutte, il photographie les salariés. *« Pour que les ouvriers puissent se faire entendre, je les ai aidés à réaliser trois jeux de cartes postales et un calendrier. Par mon travail, je voulais leur donner une visibilité »*, ajoute François Daniel. Le pari est réussi. Au-delà même de ses espérances : le calendrier, dans lequel *« les ouvriers se mettent à nu »*, fait la Une de Libération. Si l'initiative répond, au départ, à une commande publique, François Daniel devient très vite le porte-parole de la lutte. Pendant presque quatre mois, il passe toutes ses journées avec les salariés et travaille ses photos le soir, pour les afficher le lendemain, à l'usine. Adopté par les salariés, il assiste aux assemblées générales et devient un vrai membre du collectif en lutte (lire page 31).



À MAINS NUES

Dans chaque lutte, les collectifs formés sont composés d'individus aux existences et au parcours singuliers. Les conflits sociaux laissent des traces et marquent la vie de celles et ceux qui y ont participé. Quand l'usine ferme, comme à Gad, les salariés doivent se reconstruire et avancer vers un avenir souvent imprévu. Beaucoup tentent alors de se reconvertir dans d'autres domaines.

L'histoire de Yann Le Naour, ancien ouvrier de PSA aujourd'hui chef de sa propre entreprise spécialisée dans les drones, en est un bel exemple. D'autres, comme Olivier Le Bras, se découvrent une âme militante et poursuivent la défense de leurs idées et valeurs en se lançant en politique.

Lors d'un mouvement, les idées se rapprochent. Les coeurs et les âmes aussi. Christelle et Mickael se sont rencontrés lors de la fermeture de leur usine. Face aux coups durs, ces parcours de vie symbolisent une faculté de rebondir, véritable source d'espoir.

Entretien avec Olivier Le Bras (ex-Gad)

« JE SUIS OUVRIER JUSQU'À LA FIN DE MES JOURS »



Pendant dix-neuf ans, Olivier Le Bras a connu le travail à la chaîne et le poste de découpeur. Figure de proue du conflit social des ex-abattoirs Gad en 2013, il a dû se reconstruire, comme les 888 autres licenciés. Âgé de 42 ans, il travaille comme agent de sûreté à l'aéroport de Brest, en plus de son poste de conseiller régional (membre du groupe socialiste et apparenté). Il revient sur son passage de la vie syndicale à la vie politique.

Texte : Baptiste Langlois *Photos : Pierre-Yves Henry*

Olivier Le Bras est titulaire dans la commission formation emploi au conseil régional de Bretagne, et suppléant de la commission sport, vie associative, culture.

Phénix : ***Des cellules de reclassement ont été ouvertes pour les employés licenciés après le mouvement des Gad. Avez-vous suivi une formation ?***

Olivier Le Bras : J'ai fait une formation d'agent de sûreté aéroportuaire. Formation diplômante et qualifiante. Actuellement, je fais des vacations à l'aéroport de Brest quelques jours par semaine. Je veux garder un pied avec le monde du travail. Pour moi, c'est important.

Vous parliez, après Gad, du besoin de vous "reconstruire". C'est fait ?

C'est une phase compliquée. Je suis passé de 40-50 coups de téléphone, des interviews, des sollicitations, des déplacements au ministère... à rien du tout. Pour des gens comme nous, de la "base", c'est un changement radical de vie. On est dans la stratosphère et en un instant, c'est terminé. Le 31 octobre 2013, tout s'est arrêté net. Le lendemain j'étais à la maison, tranquille. Pour la première fois, je prenais le petit déjeuner avec mes enfants, c'était férié. À partir de dix heures, ma femme me dit :
- "Vas-y".
- "Où ?".
- "Chez Gad".
- "Mais il n'y a plus rien".
- "Ça fait une demi-heure que ton fils Mathieu te demande de jouer au foot avec toi, tu dis oui, mais tu n'y vas pas. Tu es avec nous physiquement mais pas mentalement. Tu n'es pas encore prêt à rentrer".

C'était une reconstruction avant tout psychologique ?

Il y a cette phase, comme un avion qui fait un atterrissage difficile, sans vraie piste. Longue, toute droite, mais c'est dur. On était happé par autre chose et puis on retrouve notre vie. Les meubles sont les mêmes, on sait où sont les couverts, mais on ne trouve plus sa place. Il y a ce côté post-traumatique, comme un semblant de dépression qui s'installe. Ça m'est arrivé, je ne vais pas m'en cacher. Être à la maison tout seul, ma femme au boulot, les enfants à l'école, sans travail, je me suis mis à pleurer sans savoir pourquoi. Il m'est arrivé de pleurer une seule fois pendant le conflit, à l'annonce de la fermeture. Pourtant, j'ai eu envie plus d'une fois. Mais après la fermeture, il m'est arrivé de lire un article et de pleurer. Parce que c'était comme un syndrome de dépression. C'est très difficile. Il faut aussi reconstruire sa vie de famille. Les enfants apprennent à faire sans vous. Mon fils a eu cette phrase terrible : "papa, pourquoi t'es revenu ?". Je lui dis : Gad c'est fini et il m'a répondu, d'une façon enfantine, qu'ils n'avaient pas besoin de moi, qu'ils faisaient sans moi avant. Il faut reconstruire autour de tout ça. Il y a des traumatismes. C'est une phase très difficile pour le leader syndical. Et ce sentiment d'échec aussi, de ne pas avoir réussi à sauver le truc. Même si ça commence à s'atténuer maintenant, c'est encore présent. J'ai l'impression qu'on n'a pas fait ce qu'il fallait. Il est là le travail de reconstruction.

> **« Il y a ce côté post-traumatique, comme un semblant de dépression qui s'installe »**

Très peu de conseillers régionaux ont un petit boulot à côté de leur mandat...

Non, ils ont un autre mandat plus important, plus qu'adjoint à Saint-Thégonnec, du moins. C'est une volonté de ma part de ne pas décrocher. Si après j'ai un mandat plus important ou une carrière politique, que c'est ma voie, j'arrêterais. Mais là, c'est trop tôt et je n'ai pas envie. Ma première journée de travail à l'aéroport m'a fait un bien fou, parler de tout et de rien... j'étais en binôme avec une femme qui me montrait les photos de sa maison, de sa nouvelle cuisine. Pour moi, c'est ça la vie. Pas de chichis, parler de tout, des enfants, du lieu où l'on vit... Des trucs qui paraissent banals mais tellement importants à mes yeux. Il se pourrait aussi que je sois obligé de fouiller les élus au conseil régional qui prennent l'avion à Brest. C'est assez drôle, atypique, surtout dans le métier, mais ça me permet de garder les pieds sur terre.

Edouard Martin pour ArcelorMittal, Xavier Mathieu pour Continental, Olivier Le Bras pour Gad... Chaque conflit social de ces dernières années a fait apparaître un leader charismatique. Pourquoi ?

Lorsqu'on entre dans un conflit de cette ampleur, tous les employés attendent des réponses, des solutions. Tout le monde est souvent dans l'inconnu car l'information passe peu. Du coup, au lieu de demander à plusieurs salariés, ou à des journalistes, des politiques, les gens qui sont dans le mouvement vont identifier quelqu'un qui va émerger pour telle ou telle raison. Et du coup, ils vont se tourner plus facilement vers cette personne. Je pense que pour moi c'est aussi pour ça qu'une personnalité émerge. Après, il faut un peu de charisme pour être identifié.

»



Vous étiez la personne référente pour le mouvement des Gad. Pourquoi vous ?

Je pense que dans le conflit de Gad, j'ai adopté dès le départ le principe de donner l'information très régulièrement. Même si, par moments, on aurait pu estimer qu'il n'y avait rien à dire. Cela a plu. Il y avait un parler-vrai, une proximité, être proche et s'exprimer au nom du collectif. Car quand on est porte-parole, on ne parle pas en son nom mais au nom de tous les gens impliqués. On a des convictions, des valeurs, et il faut pouvoir s'en imprégner pour porter la parole aux journalistes mais aussi au monde politique et économique. On est le leader, on leur ressemble. Par contre, c'était épuisant. Votre temps ne vous appartient plus. Pendant un an, je ne pouvais pas dire ce que j'allais faire le lendemain. C'est très dur physiquement, j'ai perdu cinq, six ou sept kilos, je ne sais plus. Je ne dormais presque plus, enfin très

« Je me levais tous les matins à quatre heures, pour aller travailler à la chaîne et couper du cochon »

difficilement, même si j'arrivais à récupérer. J'avais mis toute ma vie personnelle, notamment familiale, de côté, et ça pendant un an. C'est énorme. À ce moment, il n'y a plus que le mouvement qui nous fait avancer.

Comment avez-vous géré le fait d'être mis en lumière ?

C'est tout le paradoxe de ma personnalité. En réalité, je suis quelqu'un de très timide. Par exemple, je me rappelle avoir été très content de passer sur France 3 Iroise, ma première télévision. C'était un peu le summum. Mais, à partir d'un moment, les arrivées de BFM TV et d'i-Télé ont changé le regard sur nous. Je me suis rendu compte que cela modifie totalement la personnalité, qu'il y a un avant et un après. C'est difficile

Approché par Europe Écologie Les verts puis par Christian Troadec, Olivier Le Bras s'est finalement tourné vers la liste PS de Jean-Yves Le Drian lors des élections régionales de décembre 2015.

à appréhender. Gad est une marque de fabrique. On a réussi à capter cette médiatisation, presque à l'extrême. Émotionnellement, le consommateur média a senti quelque chose de différent par rapport à Doux ou même à Edouard Martin et Florange. On a réussi tous ensemble à créer une ambiance que le public a su capter. Après, sur le moment, c'est étrange car je ne me suis jamais posé trop de questions. Maintenant, avec le recul, peut-être que je ne le ferais plus. Quand on est délégué syndical, on vit pour le collectif, et du coup on a l'impression de s'être servi d'une pseudo médiatisation pour soi, ce qui n'est pas la réalité. C'est le système qui fait qu'on est connu et reconnu. Je le sais pour avoir lu le livre d'Édouard Martin (leader syndical au moment du conflit social d'ArcelorMittal en 2009, député européen dans le Grand Est depuis 2014, NDLR), pour l'avoir eu au téléphone. On l'a aussi un peu accusé d'avoir profité du mouvement alors que c'est le mouvement qui met en avant. Après, c'est un choix, vous ne pouvez pas vous imposer. Si vous vous imposez et que vous ne faites pas le boulot, vous ne restez pas longtemps. Le moindre écart peut vous éjecter. Édouard Martin, pour qui j'ai beaucoup de reconnaissance, a fait des sacrifices aussi et s'il a ce qu'il a aujourd'hui, c'est le juste retour de son investissement au service des autres.

« Ça peut paraître cruel pour certains de le dire mais sans la fermeture de Gad, je ne serais pas là. Elle a changé ma vie, et plutôt positivement »

Dans votre livre Le visage des Gad, le combat du « métis breton », vous dites être de nature à aller vers les autres. Est-ce cela qui vous a poussé à entrer en politique ?

Quand ils ont appris ma candidature par les médias, mes meilleurs copains, dont certains étaient à Gad, n'étaient pas surpris, m'ont félicité et m'ont dit que j'avais fait le bon choix. Je pense que c'est un lien assez naturel. Faire du syndicalisme, de la politique, c'est du militantisme, c'est être capable de donner du temps aux autres. Je conçois les deux comme ça. Beaucoup l'oublient mais, au final, l'homme politique est là pour faire des politiques collectives, alors que beaucoup aimeraient des politiques à la carte. C'est un peu ce qui fait défaut. On est tellement entré dans un monde individualiste qu'on aimerait que les politiques soient taillées pour chaque situation ou personnalité citoyenne. La politique, c'est œuvrer pour le collectif, même si ça ne plaît pas à tout le monde. Aujourd'hui, au conseil régional, je suis titulaire dans la commission formation emploi où mon rôle est d'articuler, notamment à partir de cette année, le plan 500 000 chômeurs en formation.

Vous vous considérez donc encore comme un ouvrier ?

Dans ma vie, j'ai travaillé dix-neuf ans à la chaîne. Je me levais tous les matins à 4 h, pour aller couper du cochon au rythme de 600 ou 700 à l'heure. Jusqu'à la fin de la journée, un peu plus tôt sur la fin avec mon mandat de délégué syndical. Mais il n'y a pas eu un jour où je n'ai pas travaillé à la chaîne avec mes copains, mes camarades. Je me suis toujours refusé d'être à temps plein dans le monde syndical. Je ne voulais pas être déconnecté de ce monde qui est le mien. Dix-neuf ans dans une vie à travailler à la chaîne, à gagner un Smic amélioré, ça ne peut pas s'oublier. Peu importe ce que je ferai plus tard, que je sois un carriériste politique comme certains l'annoncent, ou si je continue à gravir les échelons dans cette carrière professionnelle que je recommence à côté. Je suis ouvrier quoi qu'il arrive jusqu'à la fin de mes jours.

Dans votre livre, vous vous confiez et allez même jusqu'à dire avoir manqué de consistance et de personnalité…

Il y a eu un déclic. Je suis marié, j'ai deux enfants, on est ensemble depuis plus de douze ans avec mon épouse, et le déclic a été là. J'avais une personnalité inconsistante, quasi invisible, qui n'intéressait que son copain. Je disais que je pouvais tomber par terre et que j'aurais trouvé normal qu'on me marche dessus… Le fait d'avoir rencontré mon épouse, sa personnalité, m'être marié, avoir des enfants, le fait que ma femme m'ait soutenu pendant Gad, qu'elle ait été sans faille… Avoir eu ce soutien m'a fait comprendre que je pouvais avoir de l'intérêt pour les autres.

Au final, Gad a changé votre vie d'une façon inattendue...

Je dis toujours qu'il y a un avant Gad et un après Gad. La fermeture quoi. Ça peut paraître cruel pour certains de dire ça mais sans la fermeture de Gad, je ne serais pas là. Elle a changé ma vie. Plutôt positivement, malgré le fait que je garde ce malheur de fermeture, chose que je ne peux pas encore enlever de ma tête. Ça résonne toujours. Et puis je me revois il y a quelques temps de ça, à l'usine, en train de découper du cochon et à rigoler avec les collègues. Et maintenant, je suis dans le très formel, avec des maires, des conseillers départementaux, des techniciens... Même l'habillement est différent. Mettre ne serait-ce qu'une veste, une chemise et une cravate en session. Cela change de mes baskets, mon pull et mon jean à l'abattoir. C'est sûr que je n'ai plus la même vie.

Certains ouvriers ont dit que vous aviez retourné votre veste. Comment réagissez-vous ?

J'étais délégué syndical d'une entreprise qui fermait. Ni militant ni adhérent à aucun parti pendant le mouvement. J'ai rencontré beaucoup de politiques, je me suis dit que je pouvais y avoir ma place. Je leur ai dit pendant le conflit, surtout à la fin, pour ne pas être accusé de récupération, que j'étais intéressé. Étrangement, à ce moment, c'était plutôt bien perçu. Et là, au milieu de tout, on parle de moi en disant que j'ai retourné ma veste. Ce sentiment de trahison je veux bien, mais sur quoi ? Je les ai trahis sur quoi ? Est ce que c'est moi qui ait fait fermer l'entreprise ? Non. Étais-je décisionnaire sur ce qui s'est passé ? Non. Je comprends que certains sont en difficulté parce qu'ils ne travaillent pas et qu'ils sont au RSA. Mais même si je n'étais pas élu, ça ne changerait rien à leur situation...

Ce genre de critiques vont-elles devenir habituelles à votre poste ?

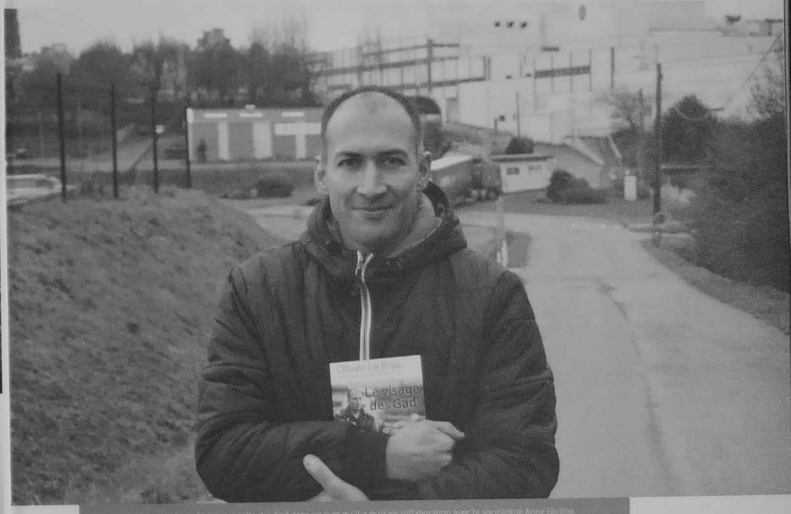
Tout à fait. Je sais d'où je viens et je sais ce que j'ai maintenant. La politique, ce n'est pas à vie, c'est des mandats, et peut être que dans un an je me dirai que je n'ai rien à faire là, que je suis paumé, absorbé. Quand je ne suis pas à l'aise, comme c'était le cas à un moment avec les Bonnets rouges, je m'en vais. Mais ce n'est pas non plus l'enjeu de ma vie. Dans ce genre d'instance, il y a très peu de gens issus du monde ouvrier. Je comprends les interrogations. Je sais que ce genre de chose arrivera encore, d'où la responsabilité que j'ai s'ils ont l'impression que ça n'avance pas assez, que la parole de l'ouvrier ne pèse pas assez dans les instances politiques.







Olivier Le Bras face à la presse durant le conflit (en haut, au micro de BFM-TV), juste avant la décision administrative (au milieu, sur France 3 Bretagne) et même après la fermeture du site (en bas, sur France 3 Bretagne).



Olivier Le Bras a raconté son histoire et celle des Gad dans un livre qu'il a écrit en collaboration avec la sociologue Anne Guillou. Il pose ici, en janvier 2015, devant le site de l'abattoir de Lampaul-Guimiliau (29). **Crédit : photo Le Télégramme/Claude Prigent**

Comment voyez-vous votre futur en politique ?

Je rêve un jour d'être député. Député à l'Assemblée nationale ou député européen. Je ne sais pas si je le serais un jour, c'est une ambition qui n'est pas démesurée, qui ne va pas non plus me bouffer la vie. Mais pour avoir été plusieurs fois à l'Assemblée nationale avec Gad, j'ai fait le constat qu'il n'y avait pas d'ouvrier ou d'ancien ouvrier élu. Je ne vais pas dire qu'en mettant trois ouvriers élus tout changera, mais c'est dommage. Ils pourraient porter un peu la parole. Après, je ne vendrai pas mon âme au diable pour accéder à cette fonction. Par contre, si j'y arrive, ce sera un mandat, pas plus. Par principe. Comme ça, on peut vraiment porter ses idées, sans faire de compromis.

• Olivier Le Bras en dix dates :

1973 : Naissance à Saint-Joseph (Île de la Réunion).
1978 : Arrivée en métropole.
1995 : Entrée chez Gad au service « Découpe 0 ».
De 1995 à 1997 : Délégué FO du personnel suppléant.
À partir de 1997 : Délégué FO du personnel titulaire.
À partir de mi-février 2013 :
Délégué syndical central FO à plein-temps.
Octobre 2013 : Licencié du site Gad de Lampaul-Guimiliau.
Depuis mars 2014 :
Adjoint au maire de Saint-Thégonnec (29).
Depuis décembre 2015 : Conseiller régional.
Auteur de *Le visage des Gad, le combat du « métis breton »*, en collaboration avec Anne Guillou, paru le **16 janvier 2015.**

RECONVERTIS

Annie Roué, Joëlle Crenn et Yann Le Naour ont tous les trois été licenciés à cause d'un plan social. Les deux premières travaillaient chez Gad à Lampaul-Guimiliau, le troisième chez PSA à Rennes-La Janais. Ils ont réussi à se reconvertir. Ils racontent comment ils y sont arrivés.

Textes et photo : Sophie Nachtergaele *Photos : Pierre-Yves Henry et Baptiste Langlois*



Sur la plateforme Youtube, la vidéo de la voltige du lac de Guerlédan, réalisée par Yann Le Naour, a été vue plus de 25 000 fois.

Yann Le Naour, ancien testeur de voitures à PSA Rennes (35), pilote des drones

Jusqu'en 2013, il vérifiait des véhicules au sein de l'usine PSA à Rennes. Licencié la même année, Yann Le Naour ouvre alors son entreprise de pilotage de drones. Il se sent aujourd'hui valorisé dans son travail.

« Ce que j'aime le plus dans mon emploi actuel, c'est d'être mon propre chef », s'enthousiasme Yann Le Naour. Hier, les ordres venaient de ses supérieurs. Aujourd'hui auto-entrepreneur, c'est lui qui prend les décisions. Installé à Saint-Erblon, une commune au sud de Rennes où il réside avec sa famille, Yann Le Naour est depuis janvier 2014 à la tête d'Askell Drone, une entreprise spécialisée dans le tournage de vidéos et la prise de photos à l'aide de drones.

Fini le trajet de 10 kilomètres effectué chaque jour entre le site industriel de La Janais et son lieu de résidence. Maintenant, son bureau est dans sa maison où il s'est aménagé un espace de travail au premier étage. Dès l'annonce des difficultés financières du groupe PSA en 2012, ce mordu de drones et d'images numériques pense à partir. Grâce à ses indemnités de licenciement, il crée en janvier 2014 Askell Drone. Avant de pouvoir lancer sa propre entreprise, l'ancien ouvrier de PSA a dû suivre, en parallèle de son travail, une formation pour pouvoir manier des drones. *« On nous aidait. On nous donnait des journées de repos supplémentaires »*, souligne-t-il. Il obtient un brevet technique ULM, en septembre 2013.

Depuis, Yann Le Naour a vu ses journées de travail s'allonger considérablement. A PSA, il travaillait de 8 h du matin jusqu'à 16 h. Aujourd'hui, il arrive que le gérant d'Askell Drone termine à 23 h. Il passe également beaucoup de temps en voiture pour se rendre sur les lieux de tournage. Sur place, il peut ainsi profiter de la belle lumière pour les prises de vues. Un changement de vie radical, synonyme d'investissement personnel dans ce travail.

« Plus un numéro »

Ce rythme a impacté sa vie familiale. En 2015, Yann Le Naour n'a pris qu'une semaine de vacances, faute d'argent. *« Il a fallu expliquer tout cela aux enfants. Ce n'était pas évident. »*

Ses efforts dans son métier actuel sont petit à petit récompensés. Aujourd'hui, il intervient dans tout le Grand Ouest. *« Mais s'il le faut, je suis prêt à me déplacer partout en France, voire à l'étranger si les clients me le demandent »*, ajoute l'auto-entrepreneur. Il s'agit en majorité de commandes pour des médias et des entreprises de communication. Pour cela, Yann Le Naour a dû acquérir de nouvelles compétences comme la communication à travers un site internet ou encore le démarchage auprès de futurs clients. En 2015, son film sur le lac de Guerlédan a connu un franc succès. L'œuvre, présentée au Drone Experience Festival de Nantes, a remporté le prix spécial du public Fnac-Parrot et a fini par être diffusée sur France Télévisions. Grâce à la réussite de son entreprise, le réalisateur co-fonde d'Hewell Com', un regroupement d'Askell Drone et de TMP Films, une société de production audiovisuelle basée à Saint-Brieuc.

Trois ans après le lancement d'Askell Drone, Yann Le Naour ne regrette pas du tout son choix. Il apprécie pouvoir être au contact de ses clients. Grâce aux commentaires de ces derniers sur le tournage de vidéos, il se sent davantage valorisé dans son travail. Des conditions qui changent par rapport à son emploi à PSA. *« Nous étions considérés comme des numéros là-bas »*, se souvient-il. Yann Le Naour espère que, d'ici la fin de l'année, son entreprise sera rentable, afin de pouvoir se lancer dans de nouveaux projets.



Joëlle Crenn peut travailler jusqu'à 11 heures par jour : un rythme de super-héros.

Joëlle Crenn, ex-Gad, gère maintenant un bar-restaurant à Bodilis (29)

Il y a trois ans, elle était responsable du quai expédition/congélation chez Gad, à Lampaul-Guimiliau (29). Après la fermeture de l'abattoir en 2013, Joëlle a su rebondir. Elle tient aujourd'hui l'Hermine, l'unique bar-restaurant de Bodilis.

« Mais c'est vous qu'on a vu à la télévision ?! » Pas une semaine ne se passe sans que des clients du restaurant l'Hermine interpellent Joëlle Crenn sur son ancienne vie, lorsqu'elle travaillait au sein de l'entreprise Gad. Durant le conflit, la patronne de l'unique bar-restaurant de la commune de Bodilis a été la présidente de l'association pour la sauvegarde de l'emploi à Lampaul, une structure créée à la fermeture de l'abattoir, en 2013. Symbole discret du souvenir de la lutte, le livre d'Olivier le Bras, *Le visages de Gad*, trône sur une étagère, au-dessus du comptoir du bar. Pourtant, Joëlle souhaite passer à autre chose. *« J'aimerais pouvoir tourner définitivement la page »*, soupire-t-elle.
Depuis deux ans, elle a repris L'Hermine, un ancien bar de Bodilis, fermé en 2013. L'enseigne, propose également une salle de 90 couverts et un dépôt de pain. Avec un travail qui débute à 6 h 30 et se termine à 19 h chaque soir en semaine ou à 1 h le week-end, les journées de Joëlle Crenn sont bien remplies. À ses côtés, deux autres personnes officient en cuisine.

Aidée par la mairie

Il y a trois ans, Joëlle faisait partie des 889 salariés concernés par le plan social de Gad. Si tous avaient connaissance des difficultés de l'entreprise, Joëlle, comme ses anciens collègues, a alors été surprise par la brutalité de l'événement. *« C'était une vraie claque,* confie Joëlle, émue. *Nous pensions tous que l'usine de Josselin (56) allait fermer. Pas la nôtre. »*
Sentant le vent tourner, la quinquagénaire, de nature battante, démarre une activité professionnelle en parallèle : celle de crêpière à domicile. Elle prend le statut d'auto-entrepreneur en octobre 2011. L'idée n'est toutefois pas née sur un coup de tête. Joëlle a déjà tenu un restaurant de 1987 à 1995, ce qui l'aide à se lancer dans cette nouvelle activité. Contactée par des entreprises et des particuliers, elle se déplace dans tout le nord Finistère avec son bilig et ses gamelles. Joëlle croise sur sa route Albert Moysan, le maire de Bodilis. Elle a déjà le projet de rénovation de l'Hermine. Ensemble, ils évoquent l'idée. Ravi de voir rouvrir un commerce sur sa commune de 1 567 habitants, le premier magistrat emboîte le pas à la commerçante et fait voter en conseil, la charge des travaux d'un montant de 370 000 euros. Joëlle, elle, investit la totalité de ses 17 000 euros d'indemnités de licenciement dans la réfection intérieure de la bâtisse et la décoration du commerce.
Deux ans après son lancement, la restauratrice fourmille de nouveaux projets. Après l'embellissement de la devanture avec des jardinières de fleurs, elle veut ouvrir l'arrière-salle et agrémenter la cour intérieure. L'avenir semble dégagé : le chiffre d'affaires de l'Hermine est conforme à ses souhaits.



Grâce à son entourage, Annie Roué a rapidement retrouvé du travail après son licenciement de Gad.

Annie Roué, ex-Gad, devenue directrice-adjointe d'Ecomiam à Brest (29)

Jusqu'en 2013, Annie Roué était en charge du découpage des carcasses chez Gad, à Lampaul-Guimiliau (29). Désormais, elle co-dirige un point de vente de produits surgelés à Brest. Une reconversion et *« un défi personnel »*.

« S'il y a trois ans, on m'avait dit que je deviendrais directrice-adjointe d'un supermarché, jamais je ne l'aurais cru », confie la Bretonne, titulaire d'un BEP agricole. Et pourtant, Annie Roué travaille à Ecomiam, un magasin de surgelés situé à Kerzevennec, un des quartiers industriels de Brest.
Embauchée en contrat à durée indéterminée en mai 2014, Annie Roué gère au quotidien de nombreuses tâches, le sourire aux lèvres.
Elle est en charge de la livraison, du travail administratif, de la caisse, de la mise en rayons et doit faire déguster des produits à ses clients. Une journée bien remplie, qui offre tout de même *« un sacré confort pour la vie familiale »*. Employée à l'abattoir Gad de Lampaul-Guimiliau pendant quatorze ans, elle n'a pas toujours connu ce rythme. Jusqu'en 2013, ses journées commençaient à 5 h et se terminaient à 13 h.
Aujourd'hui, elle travaille comme tous les commerçants : de 9 h à 19 h. Sa vie professionnelle bascule à l'été 2013. La direction de Gad annonce alors son intention de fermer le site. La salariée décide d'anticiper son départ. Déterminée à ne pas se laisser abattre, elle ne se laisse pas abattre, *« je ne me voyais pas être au chômage »*. La quinquagénaire, qui apprécie travailler auprès des enfants, prévoit une formation d'assistante maternelle.

Coup de pouce d'un ami

La voyant en difficulté, son entourage réagit. Parmi ses amis, Annie peut compter sur le directeur d'Ecomiam de Landerneau. Ce dernier lui évoque un surcroît d'activité sur le point de vente de Brest, ainsi que des embauches possibles à Landerneau. Cette annonce la surprend. *« Je n'avais jamais tenu de caisse ni travaillé dans l'administration,* raconte-t-elle, étonnée. *Je ne m'imaginais pas, à ce moment-là, être capable de travailler dans le commerce. »* Grâce à ses proches, son CV finit dans le bureau de la direction des ressources humaines du groupe Ecomiam. En octobre, elle reçoit un coup de fil avec, à la clé, un entretien. *« C'était une énorme surprise »*, se souvient-elle. Un coup de stress aussi, puisqu'elle n'avait jamais passé d'entretien d'embauche auparavant. Sa sœur, qui travaille dans le marketing et la communication, lui fournit alors de nombreux conseils sur la façon de se présenter. Grâce aux recommandations suivies à la lettre, l'ancienne employée de chez Gad est appelée pour passer deux essais. Un succès les deux fois.
Annie Roué enchaîne ensuite sur plusieurs contrats à durée déterminée. Puis, à l'été 2014, c'est le summum : elle signe un CDI. *« Ce coup de pouce m'a permis de trouver ma voie »*, s'enthousiasme-t-elle. L'ancienne découpeuse a conscience qu'elle fait partie des rares anciens ouvriers de l'usine à avoir retrouvé du travail de manière pérenne. *« À travers mon parcours, je souhaite donner un message d'espoir à mes anciens collègues. »*



MANIFESTATION D'AMOUR

29 novembre 2013, les 889 « gadiens » sont officiellement licenciés de leur usine. Avec cette fermeture, Gad supprime des emplois, chamboule la vie de ses salariés et brise aussi un lien social qui les unissait tous à travers le travail. Le tremblement de terre crée aussi un couple : Mickael et Christelle. Rencontrés en pleine lutte pour sauver leur entreprise, ils tentent aujourd'hui, à deux, de faire face à la précarité et aux remises en question.

Texte : Derwell Queffelec *Photo : Baptiste Langlois*

Christelle et Mickael sont en couple depuis deux ans et demi. Toujours aussi unis, les deux amoureux ne se voient que le week-end, en attendant de trouver une maison à acheter du côté de Lesneven (29), où travaille Christelle. Mais la recherche n'est pas si facile, puisqu'ils enchaînent les contrats précaires depuis leur licenciement.
Mickael est intérimaire et Christelle ramasse des légumes, en fonction des saisons. *« On en est au quatrième refus. Même si on travaille tout le temps, pour les propriétaires, il y a pas de garantie. Donc ils sont réticents »*, déplore l'ancienne agent d'expédition, en regardant tristement Mickael.

Incertain avenir

Au moment où les deux amoureux construisent leur relation, ils perdent leur travail et se retrouvent au chômage, tout comme leurs 887 autres collègues de l'abattoir Gad de Lampaul-Guimillau. Ils ne remettront plus jamais les pieds sur ce site où ils ont travaillé plusieurs années et où leur rencontre a eu lieu, dans la lutte. Une cellule de reclassement est rapidement mise en place. Christelle et Mickael doivent faire le point sur leurs parcours pour se trouver une formation. La découpe pour lui, l'expédition pour elle, c'est terminé. Le grand et costaud Mickael débute alors une formation d'agent d'entretien, tandis que Christelle, attirée depuis longtemps par la puériculture, passe un CAP petite enfance. Le couple positive : *« On a toujours travaillé. Du travail, on en trouvera toujours. Quitte à refaire de l'usine… »*, affirment-ils en se regardant, fiers de ce qu'ils ont accompli.
Malgré ses réticences, Mickael est de nouveau ouvrier, dans l'entreprise Bosch, tout près de chez lui, à Saint-Thégonnec (29). Au départ, il était hors de question de retourner travailler à l'usine, mais il a cédé. Et si un conflit éclate dans l'usine ? *« Je partirai, je n'y suis pas attaché à cette entreprise, c'est juste pour dépanner. Gad, je n'avais connu que ça : j'avais envie de me battre, de me bouger »*.
Pour y avoir commencé leur vie active, Christelle et Mickael sont restés très attachés à Gad. *« J'ai commencé à y travailler le premier été après mon CAP menuiserie »*, se rappelle Mickael, sourire aux lèvres. On est alors en 1998. Christelle, petite blonde aux yeux bleus, commence l'année d'après. Été 2013, la rumeur d'une fermeture de l'usine circule. Occupation de parking, opération escargot sur la voie express, manifestation à Rennes, ou à Saint-Malo pour le Tour de France, Mickael et Christelle y sont à chaque fois. Ils se démènent pour sauver leur emploi mais chacun de leur côté, puisqu'à cette époque ils ne se connaissent pas.

Jusqu'au dernier jour

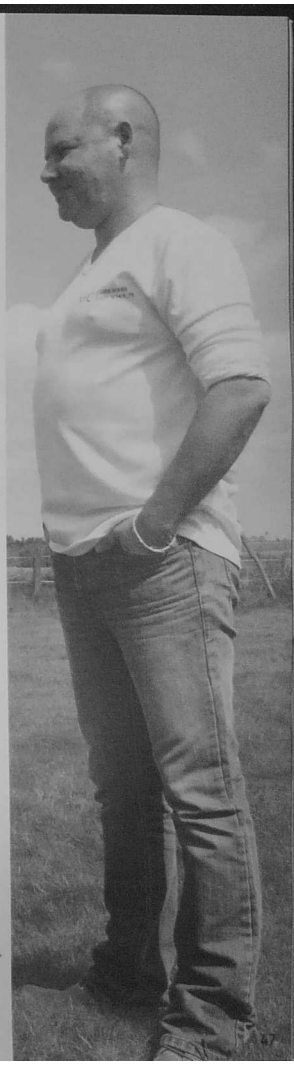
Ce n'est que fin octobre 2013 que Christelle et Mickael se rencontrent. Le 23 octobre, les « gadiens » se rendent sur le site de Josselin (56), l'autre abattoir breton appartenant à Gad, pour le bloquer. Christelle n'a au départ pas l'intention d'y aller. Ses amies, ouvrières à Gad, parviennent à la motiver. Le soir, pour décompresser, Christelle va boire un verre dans le camion d'une de ses amies, stationné devant le site de Josselin. Mickael s'y trouve aussi. Les étoiles pleins les yeux, ils se remémorent aujourd'hui ce « coup de foudre ».
Les jours passent, les ouvriers retournent à Landivisiau et continuent d'occuper le site. Tous les mardis, en face de Gad, à la salle polyvalente de La Tannerie, un café « commère » a lieu. Toutes les personnes impliquées dans le conflit peuvent y discuter des actions passées et à venir. Un mardi de novembre, Christelle est présente. *« J'avais l'espoir de t'y voir »*, dit-elle à Mickael en le regardant amoureusement dans les yeux. Raté.

Leur relation ? « On ne s'est pas vraiment posé la question, on s'est dit : "allez on verra bien" »

Le lendemain, plusieurs ouvriers organisent un grand barbecue pour marquer la fin des actions. Christelle a prévu d'y aller, Mickael aussi. Ils se revoient enfin. *« Certains ont commencé à mettre de la musique dans leur voiture, tout le monde dansait. Nous, on était en train de discuter à l'intérieur de la salle. Nous sommes les derniers à être partis »*, se souvient-elle, en posant sa main sur celle de son compagnon. Ils passent la fin de la soirée ensemble et échangent leurs numéros au petit matin. Le vendredi suivant, Mickael prend son courage à deux mains, et la rappelle. *« S'il ne l'avait pas fait, je n'aurais pas osé. »*
Malgré leur dizaine d'années d'écart et leurs deux enfants, chacun, à charge, ils plongent à corps perdus dans cette histoire. Depuis ce moment, ils ne se sont plus quittés.
« Ça fait marrer tout le monde, quinze ans dans la même entreprise sans se connaître, et se rencontrer le dernier jour. C'est finir sur un point positif », ajoute Christelle. Pourtant les occasions n'ont pas manqué, entre les années dans la même usine, et les manifestations auxquelles tous deux participé.
« Ce qui est drôle, c'est qu'en regardant une photo prise pendant une manifestation à Saint-Martin, on s'est rendu compte qu'on était presque côte à côte, raconte Christelle. Mais on ne s'est pas croisé, on était tous les deux à fond dans les manifestations, on ne pensait qu'à ça. »

Plus facile à deux

À la mi-novembre, les actions s'arrêtent et le contrecoup de la fin des luttes arrive. *« On ne faisait plus rien, c'était déprimant, commente, malheureuse, Christelle. Des collègues ont très mal vécu cette fin, il y a même eu des suicides. »* Certains ouvriers croyaient encore que ça allait repartir mais pour Mickael il fallait arrêter, *« tourner la page »*. La vie à deux leur a été bénéfique. *« On pouvait se poser les questions entre nous, on en parlait souvent, c'était plus facile. De toute manière, on s'est directement dit qu'on était dans la même merde. »* Commencer une relation dans une situation aussi précaire ne les a jamais refroidi. *« On s'est pas vraiment posé la question, on s'est dit "allez, on verra bien ". »*
Aujourd'hui, c'est aussi à deux qu'ils se battent contre Gad à travers le procès intenté pour « licenciement abusif » aux prud'hommes, avec 300 autres ouvriers. Le 12 mars dernier avait lieu l'audience de partage. Comme à chaque fois, le couple s'était déplacé. *« Je préfère être présente, pour montrer à quel point on a envie de gagner »*, explique Christelle. Mais cela signifie aussi replonger dans ses souvenirs, dans le conflit, et il est difficile de passer à autre chose. *« Il est vraiment temps que ça s'arrête. C'est fatiguant, épuisant »* avoue-t-elle.
Cet été, la grande famille née à l'automne 2013 partira pour la première fois en vacances. Malgré leur situation précaire et une recherche de maison qui n'aboutit pas, le jeune couple reste confiant. Ils ont perdu leur emploi à cause de Gad mais ils se sont aussi connus grâce à l'usine. Aujourd'hui, quand ils évoquent cette période, c'est toujours pour parler de leur rencontre.



MAIN TENDUE

« On fabrique, on vend, on se paie ! » À l'instar des ouvriers de l'horlogerie Lip, qui, menacés par un dépôt de bilan, font l'expérience de l'autogestion de leur usine, des formes nouvelles de travail voient parfois le jour à la suite d'un mouvement social.

Pour continuer d'exister, certaines entreprises choisissent de se spécialiser et de se transformer, bien souvent sous le regard des syndicats, catalyseurs des mouvements.

De la confidentielle initiative de quelques travailleurs à la mobilisation d'un territoire en passant par la reprise d'une filiale industrielle par un cousin aux reins plus solides, le mouvement social donne l'occasion à ses acteurs de réinventer leur manière de travailler à travers le changement de leur outil de travail.

OBJECTIF TUNES

Dans les conflits sociaux actuels, les revendications se cristallisent autour des indemnités de départ, au détriment de la défense de l'outil de travail. La notion d'intersyndicale est malmenée par la montée de l'individualisme dans la société. L'exemple de Chaffoteaux et Maury, à Ploufragan (22), entre 2008 et 2009, atteste de ce bouleversement du schéma classique des luttes sociales.

Texte : Julien Tison et Baptiste Langlois *Photos : Cathy Dogon et DR*



100 000 euros. 68 fois le smic. Une somme qui en ferait rêver plus d'un. Ce pécule correspond au dédommagement réclamé par les syndicalistes Force Ouvrière de l'entreprise Chaffoteaux et Maury, en proie à une fermeture. *« Parce que c'était ce qu'avaient réclamé les travailleurs de Continental »*, explique Martial Collet, l'ancien délégué FO de l'usine basée à côté de Saint-Brieuc. Après des mois de conflit, l'entreprise spécialisée dans la fabrication de systèmes de chauffage ferme définitivement. Le 13 novembre 2009, les salariés accepte la dernière proposition émanant de la direction : 25 000 euros pour les 209 salariés licenciés, plus 2 500 euros s'ils n'entament pas de procédure judiciaire. De l'argent contre une fermeture.

CGT, FO, des visions différentes pour un même combat

Le cas des Chaffoteaux n'est ni nouveau, ni singulier. La grande majorité des luttes sociales actuelles se sont terminées par la fermeture de l'usine et une indemnisation des salariés. Si du côté des revendications, rien n'est nouveau, ce conflit se révèle plus original par les migrations d'adhérents entre deux syndicats au cours de la lutte. Longtemps unis en intersyndicale et porteurs du mouvement, la CGT et FO voient leur vision diverger quant à la résolution du conflit. La CGT cherche à donner une nouvelle vie à Chaffoteaux quand FO souhaite négocier des indemnités de départ. *« Ce problème de surenchérissement des indemnités de départ comme source de conflit est une chose très fréquente depuis une bonne quinzaine d'années »*, affirme Guy Groux, docteur d'État ès Lettres et Sciences humaines, également directeur de recherche au CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po). Dans la même période, beaucoup de luttes — Continental, Caterpillar et d'autres — sont centrées sur l'emploi et le licenciement avec l'indemnisation comme principale revendication.

La CGT, syndicat majoritaire au sein de l'entreprise, perd une partie de ses adhérents au profit de FO. *« La CGT, dans ce cas, a une position purement syndicale en cherchant le maintien de l'outil de travail. Si l'entreprise disparaît, il n'y a plus de salariés à défendre et donc plus de syndicat. En revanche, quand on négocie des indemnités de départ, on dit "oui, l'entreprise est finie", ainsi que le monde du travail qui allait avec. C'est quelque part une négation fondamentale de la fonction syndicale »*, estime Guy Groux. La réalité de la situation, la peur de lendemains incertains, sans travail auquel se raccrocher... La réflexion des salariés devient rapidement pragmatique. Comment va-t-on s'en sortir demain, dans quelques mois ? *« Le problème pour les travailleurs, ce n'est pas l'absence de solutions. Le problème, c'est que la société, telle qu'elle fonctionne, n'offre pas beaucoup d'espoir pour le monde salarié, pour les ouvriers encore moins »*, râle Martial Collet, qui a connu tous les conflits sociaux de Chaffoteaux, de 1978 à 2009. *« Donc, quand les militants locaux sont exposés à ce genre de crise, ils finissent par accepter les plans avec de l'argent car ils n'ont pas d'autres solutions. »*

Mercato syndical

« L'argent a malheureusement fait que, oui, certains sont passés de l'autre côté, dit brièvement Brigitte Coadic, ancienne déléguée syndicale CGT au sein de l'entreprise, *et il y en a eu beaucoup, beaucoup qui sont partis. À un moment donné, il n'y avait plus d'espoir et l'argent a attiré. C'était comme une trahison... »* Si quelques-uns, comme elle, ont campé sur leur position, ce n'est pas le cas de tous. La secrétaire de la CGT au comité central d'entreprise, Chantal Jouan, avec une très grosse majorité des adhérents, s'est ralliée à l'idée de l'indemnisation. Le syndicat implose. FO prend alors la tête des négociations lors des ultimes revendications. Un véritable *« mercato syndical »* au niveau local qui témoigne de la tendance à l'abandon du combat collectif au profit de l'intérêt individuel.
Pour Guy Groux, l'individualisation de la société a profondément bouleversé les rapports sociaux et notamment les rapports collectifs au travail. *« Certes, derrière la crise, il y a le chômage et toutes les difficultés qui l'accompagnent. Mais d'un autre côté, ce sont quand même des profits à très court terme. Pour le cas de Chaffoteaux, quand les salariés disent que FO a raison car FO va faire gagner de l'argent, cela montre bien la société fortement individualiste dans laquelle on vit. »* Ici, la CGT, *« à la fois puriste et suicidaire »*, souhaitant se battre pour conserver l'entreprise, a été fidèle à certaines des grandes valeurs du syndicalisme. Mais, toujours selon l'expert, dans la société actuelle, *« la fidélité à ces valeurs est coûteuse »*.

« En période de crise, et on le remarque de manière générale, l'engagement répond plus à des attentes individuelles qu'à un système de valeurs intériorisées », rapporte Guy Groux, qui pousse le raisonnement plus loin. *« Dans une certaine mesure, pour adhérer à un syndicat, on se pose maintenant la question : "en quoi va-t-il répondre à mes attentes individuelles ?" Surtout depuis la chute du bloc soviétique, il y a comme une désidéologisation politique, militante et syndicale. J'ai déjà vu des adhérents s'en aller dans un syndicat qui se situait sur une ligne politique ou idéologique radicalement opposée, à cause d'un désaccord avec des gens de l'union locale ou régionale. Parfois, le choix du syndicat se fait sur un critère secondaire. Ce n'est pas le cas pour tous les militants, mais c'est un phénomène sociologique assez massif pour qu'on puisse le relever. »*



Une intersyndicale CGT - FO a longtemps soutenu et guidé les salariés de Chaffoteaux et Maury dans leur conflit contre la direction et les licenciements. Mais l'union entre les deux syndicats s'est délitée après des mois de combat, lorsque les négociations se sont tournées vers une indemnité de départ. *Crédit : DR.*

« L'argent, c'est le nerf de la guerre »

Les fédérations nationales, qui pâtissent de la crise colossale du syndicalisme, se retrouvent sans solution face à ces phénomènes. Réduits à leurs élus, les appareils confédéraux ont perdu énormément de pouvoir et d'influence sur les antennes locales. Ces dernières prennent leurs décisions, sans consentement de la fédération nationale. *« Au niveau de la centrale, c'est un peu le dogme, il faut le respecter. Je pense qu'ils sont en décalage avec notre réalité du terrain »*, raconte Noël Carré, délégué CGT, qui a bien observé le mouvement de Chaffoteaux. *« Les organisations d'aujourd'hui, à l'heure de l'internet, des réseaux sociaux, ne peuvent plus fonctionner comme la bonne vieille CGT des années 1930, 1940, 1950, où le secrétaire général décidait, avec son bureau, des revendications. Mais ils n'ont rien mis en place pour y remédier. Ils ne peuvent faire preuve que d'impuissance »*, confie Guy Groux.
« L'argent, c'est le nerf de la guerre », lâche Martial Collet. C'est devenu une habitude depuis des années. La possibilité de doubler, voire tripler l'indemnité de départ est alléchante pour un employé éreinté après un conflit. Une possibilité qui confirme l'évolution de la société et des conflits sociaux, du glissement d'un combat collectif vers l'intérêt individuel, où l'essence même de la pratique syndicale est mise à mal. Une manière, peut-être, d'enterrer le syndicalisme.

• Le conflit de Chaffoteaux et Maury

Été 2007. La crise américaine des subprimes touche le monde entier jusque dans la baie de Saint-Brieuc, dans les Côtes-d'Armor. Qui dit moins de logements neufs dit moins de chaudières à fabriquer. Le lien semble logique et la connexion a rapidement été faite par les employés de Chaffoteaux et Maury. Même constat pour les patrons italiens de l'usine basée à Ploufragan. *« Ils ont constitué des stocks de chauffe-eau et la fin 2008 a été marquée par beaucoup d'heures supplémentaires et par la remise en cause des vacances de Noël. Je pense que c'était leur tactique de préparer un stock pour le moment où ils fermeraient l'usine »*, se souvient Martial Collet, délégué syndical Force Ouvrière (FO).

Débrayages, grèves, contacts avec la population locale. La lutte des employés est très active les premiers mois. Les pouvoirs publics sont informés. La direction de l'entreprise, elle, affirme qu'il est toujours question de conserver l'usine. Deux plans sociaux sont proposés lors d'une réunion du comité central d'entreprise organisée à Paris, le 18 juin 2009.

La proposition visant à garder une partie de la production est vite écartée car les patrons exigent en contrepartie de trop grands avantages au niveau fiscal.
De nouvelles grèves et une occupation de l'usine s'enclenchent. Les négociations n'avanceront réellement que quelques mois plus tard, quand le syndicat FO exige 100 000 euros de dédommagement. Hormis le service Recherche et Développement et le laboratoire, dont l'activité s'est poursuivie jusqu'en 2013, la fermeture du site de Ploufragan a ainsi été actée le 13 novembre 2009. Les employés partent avec leur chèque signé.



Reportage à Saint-Avé (56)

LE FUTUR EN SCOP

Pas de manifestation, pas de banderole ni d'occupation d'usine. À Saint-Avé, près de Vannes, cinq salariés de la SBMO (Société bretonne de modelage et d'outillage), aujourd'hui Europ 3D, n'ont pas choisi ces formes de lutte. En 2010, pour sauver leurs emplois, ils ont repris en Scop leur entreprise, fermée quatre mois plus tôt. Une réappropriation de l'outil de production vers un modèle d'entreprise plus démocratique, que les salariés jugent plus conforme à leurs convictions.

Texte : Mathilde Le Petitcorps — *Photos : Nolwenn Even*

Ici, il n'y a pas de patron ! », revendique Julien Collas, le gérant d'Europ 3D, au cœur du bâtiment de taule qui abrite l'atelier de mécanique de précision. À Saint-Avé, la petite entreprise de six salariés, qui fêtera ses six ans en octobre, est une Scop. Dans cette société coopérative et participative, le collectif est le maître-mot : décisions, risques, bénéfices et tâches sont divisés équitablement. « *On détient, tous les six, la totalité du capital* », précise Julien Collas. Élu par ses pairs, le gérant est simplement porte-parole de la petite équipe. « *Je me considère davantage comme un médiateur. Chez nous, le terme gérant n'est qu'une étiquette puisqu'il n'y a aucune hiérarchie* », détaille le trentenaire.

En ce vendredi matin, chacun est à son poste, concentré. « *On conçoit des moules pour des pièces industrielles. Pour créer, par exemple, les hublots d'un A360. L'aéronautique est notre cœur de clientèle avec l'automobile* », explique Jérôme Etienne, dans l'atelier où l'on perçoit davantage le son de la musique que le bruit des machines. Il vérifie que l'usinage de la pièce se passe bien puisque c'est lui qui pilote les machines et gère le planning de production. Gérard Jéhanno s'occupe, lui, de la finition des pièces en fin de production. Dans les bureaux, Christian Prime se charge de la conception des pièces par ordinateur. Quant à Thierry Le Douarin et Benjamin Michel, ils se chargent de la fabrication assistée par ordinateur. « *On récupère l'outil dessiné en conception et on règle, via un logiciel, les déplacements que la machine doit effectuer pour fabriquer la pièce* », dit Benjamin Michel. « *On n'est pas attitré à une même tâche toute la journée* », explique Julien Collas. Aujourd'hui, le gérant ingénieur en mécanique s'occupe de la partie administrative mais aussi de la maintenance d'une machine. Sa fonction principale est la commercialisation et le contact avec la clientèle. Complémentaires, les salariés-associés ont tous leurs propres compétences et un rôle à jouer, différent, au sein de la Scop. Ils travaillent seuls à un rouage de l'entreprise mais chacun est polyvalent. Repas partagés quotidiennement, décisions stratégiques prises collectivement et entraide régulière : l'esprit d'équipe est forgé de la sorte.

« Se battre, ensemble, pour conserver son emploi »

« *En juin 2010, du jour au lendemain, on a appris la fermeture de la SBMO, l'ancienne société pour laquelle cinq d'entre nous travaillaient* », raconte Thierry Le Douarin. « *Ça nous est tombé dessus sans qu'on s'y attende. Le vendredi midi, on nous faisait savoir qu'on était convoqué le lundi au tribunal* », évoque-t-il. « *Certes, la société ne se portait pas très bien, il y avait déjà eu sept licenciements l'année précédente. Mais rien ne semblait insurmontable* », se souvient Julien Collas. Suite à deux gros impayés, le patron de l'époque, 63 ans, est convoqué par le tribunal de commerce de Vannes. Sans consulter ses dix-sept salariés, il décide d'arrêter l'aventure, le 2 juin. La SARL ne passe même pas par la phase de redressement judiciaire.

Les salariés n'hésitent pas s'entraider quand l'un d'entre eux connaît une surcharge de travail. Ici Thierry à la réparation d'une machine.

Privés d'emplois, les cinq ex-SBMO ne veulent pas se retrouver au chômage et encore moins devoir quitter la région pour trouver un nouveau travail. *« Avec Jérôme et Julien, on avait déjà évoqué discrètement, par le passé, l'idée de créer notre propre entreprise »*, se souvient Thierry Le Douarin. Les salariés sont au pied du mur et la fermeture dessine l'occasion de se lancer, en reprenant les rênes de leur entreprise. L'équipe se constitue naturellement, en fonction des affinités et des compétences complémentaires nécessaires à la réussite de la reprise. Jérôme Etienne, qui était chef d'atelier à la SBMO, connaît bien la façon de travailler de chacun des anciens salariés. *« Je savais qu'il fallait s'entourer de meneurs, de personnes motivées. Monter une entreprise demande un gros investissement personnel. »* Gérard Jéhanno et Christian Prime rejoignent le projet de reprise. Des techniques d'usinage à la commercialisation, en passant par la gestion, ils maîtrisent, à eux cinq, tous les domaines indispensables pour que la structure fonctionne.

« À six, notre chiffre d'affaires égale presque celui de l'ancienne société, qui a employé jusqu'à 25 personnes »
Julien Collas

Le coup de massue encaissé et l'idée de reprise en tête, l'équipe pense rapidement à la Scop. Thierry Le Douarin et Julien Collas connaissaient ce modèle. *« Il correspond à mes convictions : le partage et la démocratie. Les entreprises cherchent de plus en plus à faire de l'argent plutôt qu'à récompenser les travailleurs »*, complète l'associé. La Scop permet de lutter contre cela. Elle implique aussi le partage des bénéfices et des risques comme un principe de fonctionnement. En un mois, le dossier de reprise d'entreprise est constitué. Tous les cinq, ils se lancent dans la création de la Scop, baptisée Europ 3D. *« Aucun aspect n'est laissé au hasard. On a recentré les activités d'Europ 3D vers la partie financièrement rentable de la SBMO »*, explique le gérant. Une recherche de clientèle est aussi engagée avec l'aide de l'ancien commercial de la SBMO. *« On ne voulait pas rester sur les acquis de la SARL. »* Tout a été très vite. *« La constitution du capital de départ était assez compliquée*, poursuit Julien Collas. *Le prix élevé des machines, nécessaires pour produire, est une particularité du secteur industriel. »* Les associés ont tous investi 10 000 euros de leur poche, mais cela n'était pas suffisant. Il était indispensable de convaincre les banquiers d'accorder des prêts. Jérôme Carpinelli, délégué morbihannais de l'Union des Scops, leur a donné un coup de main en particulier dans la constitution de la partie financière du dossier. Deux banques, dont le Crédit Coopératif, leur ont fait confiance. Ils ont pu racheter une partie des machines de l'entreprise.

« On est tous impliqués à la même échelle dans la société »

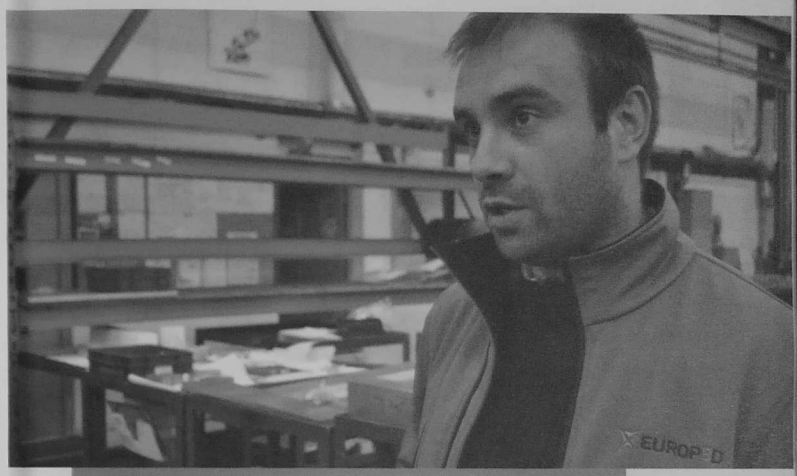
Il ne reste plus qu'à négocier avec l'ancien gérant la location des locaux de la SBMO. Quatre mois après les licenciements, Europ 3D est créé et les nouveaux associés retrouvent, le jour même, le chemin de l'atelier. Même lieu, même travail, pourtant le quotidien n'a plus rien à voir. Chacun des salariés a conservé le poste qu'il occupait par le passé, mais est capable de remplacer ses collègues. C'est aussi l'ambiance qui a changé. *« On est plus détendu que lorsque l'on était salariés de la SBMO. Il y a davantage de communication*, souligne Christian Prime. *Quand il y a un problème, on le dit et on est écouté. Ce n'était pas le cas avec l'ancien patron ».* Selon Julien Collas, il y a davantage de transparence. *« On sait ce qui se passe chez nous, on n'est pas dans le faux. »*

Les salariés touchent tous le même salaire, sauf Benjamin Michel, 23 ans et déjà associé, arrivé à Europ 3D en 2012. Il gagne un peu moins que ses collègues mais cela ne va pas durer. Le partage des richesses est plus juste que dans les entreprises traditionnelles. Les bénéfices sont répartis équitablement entre les six associés. La moitié de la somme est mise en réserve dans l'entreprise pour la pérenniser tandis que les 50 % restants sont divisés en six. La somme est bloquée pendant cinq ans sur un compte, non imposable. Depuis la reprise, l'esprit d'équipe est renforcé. *« Chaque jour, on mange tous ensemble »*, confie Benjamin Michel. Les décisions stratégiques sont prises de façon collégiale. *« Dernièrement, on a investi dans une nouvelle machine. Elle coûte un million d'euros alors il ne fallait pas se tromper. L'avis de chacun d'entre nous pèse le même poids dans la balance. Comme à notre habitude, on a voté pour se décider*, révèle Julien Collas. *Cela nous implique tous à même échelle dans la société, ça motive et nous rend plus productif. »*

La Scop, une solution miracle ?

À Europ 3D, entre la peur que cela ne fonctionne pas et le temps nécessaire pour que l'organisation du travail soit bien rôdée, les salariés ont connu trois premières années difficiles. *« Il m'est arrivé de travailler jusqu'à minuit le samedi »*, se rappelle Julien Collas. Quand on n'a plus de patron ou de contremaître sur le dos, le risque, finalement, c'est de s'infliger à soi-même un rythme insoutenable. Bien que les six salariés-associés ne comptent plus leurs heures, désormais, ils ont trouvé un équilibre qui leur convient. Maîtres de leur destin, les salariés d'Europ 3D ne risquent plus de se retrouver une nouvelle fois sur le bord de la route, du jour au lendemain. Chacun connaît la situation de son entreprise. Les lendemains sont plus sereins et le carnet de commandes est bien rempli. Le bénéfice est de 130 000 euros, quant au chiffre d'affaires (1,6 million d'euros), il égale presque celui de 1,8 millions de l'ancienne société, qui a employé jusqu'à 25 personnes... La reprise en Scop est un pari réussi pour les salariés d'Europ 3D. *« On s'est donné les moyens pour réussir mais on n'était pas à l'abri de se planter »*, explique Julien Collas.

Cette réussite n'a pas empêché de laisser une bonne partie des ex-SBMO sur la touche. *« Heureusement, ils ont tous retrouvé du travail »*, rassure le gérant. Finalement, à six, ils sont parvenus à accéder à la rentabilité. Une preuve que l'on s'implique davantage dans son emploi, quand on s'investit également pour soi-même. Que ce soit en nombre d'heures ou en qualité. Quand on est son propre patron, éloigné du statut de salarié, le travail n'a plus le même sens.



Le gérant Julien Collas ne prend aucune décision stratégique sans consulter ses collègues associés.

• C'est quoi une SCOP ?

Acronyme de Société COopérative et Participative
Les salariés détiennent au moins 51 % du capital et représentent au moins 65 % des droits de vote.

Gestion participative : les grandes décisions sont votées, selon le principe une personne, une voix.

Les bénéfices sont répartis équitablement.

Le centre de décision d'une Scop reste où elle est né.

• Des échecs aussi !

La reprise en Scop d'une entreprise par ses salariés n'est pas toujours une réussite. Les salariés de la SDAB, société spécialisée dans le mareyage, le commerce en gros de poisson frais, à Taulé, dans la baie de Morlaix, ont repris leur entreprise en Scop en 2009. Au bout d'un an, ils mettent la clef sous la porte. *« Au même titre que n'importe quelle société, les Scops sont soumises aux réalités du marché. La SDAB n'avait pas suffisamment de clientèle pour être rentable »*, explique *Bernard Penhoët, délégué Finistère de l'Union des Scops de l'Ouest. « Le modèle Scop ne correspond pas à toutes les entreprises »*, ajoute-t-il.
Certains projets de Scop n'ont, eux, jamais vu le jour. Comme chez Gad, en 2013, à Lampaul-Guimiliau (29), le syndicat Force Ouvrière propose une reprise en Scop de l'entreprise par 500 des 889 salariés de l'abattoir, qui fermait ses portes. *« Les salariés croyaient davantage en une reprise par un grand groupe, qu'à une reprise en coopérative »*, se souvient Marc Hébert, secrétaire général Force Ouvrière Finistère. *« Il y aurait eu un porteur de projet au sein des salariés, je suis convaincu que la Scop aurait fonctionné »*, conclut le syndicaliste.

Reportage à Caudan (56)

IRRÉDUCTIBLES FONDEURS

En 2009, les salariés de la SBFM, en redressement judiciaire, menacent de stopper net toute production de pièces automobiles et de faire exploser des fours industriels. Février de la même année, l'usine est rachetée par le groupe Renault et devient la Fonderie de Bretagne. Grâce à l'appui de l'État et de subventions, l'essentiel des emplois a été conservé.

Texte : Nolwenn Even — *Photos : archives*

Sur la façade du bâtiment, en grandes lettres, sont inscrits les mots : « Fonderie de Bretagne », suivis de « groupe Renault ». *« On peut prendre une photo avec l'ancienne pancarte SBFM, ça les emmerdera un peu à la direction ! »*, lance Maël Le Goff, secrétaire CGT. En pleine préparation des 50 ans de la fonderie, les salariés sont toujours en conflit avec une direction qui refuse que la fête soit organisée.

Une histoire de lutte

En 2008, c'est l'entreprise Garo, du groupe Zen, qui détient la fonderie. Elle est en redressement judiciaire et dévoile un plan social de 237 licenciements. Mais c'est l'intégralité des emplois de la SBFM et des entreprises partenaires qui est menacée. Zen menace de mettre la clé sous la porte. Les blouses bleues de la fonderie s'activent alors pour lancer le rachat de leur usine. Franck, salarié de la SBFM, se rappelle : *« c'était le bordel, ils nous ont volés, ils ont vidé les caisses, ils se servaient dans l'entreprise et revendaient tout. Dans la maintenance, rien que pour avoir un tournevis, c'était la croix et la bannière »*.
La fonderie était déjà l'héritière d'une histoire compliquée. En 1966, elle débute avec le groupe Renault — déjà — qui crée la SBFM pour remédier à la fermeture de la fonderie de Boulogne-Billancourt. La priorité est alors donnée aux forges d'Hennebont, qui s'apprêtent à fermer. Le groupe Renault revendra la fonderie en 1998 au groupe Teksid, qui lui même passera la main au groupe Zen. Pendant presque 50 ans, la fonderie continue de fournir majoritairement des pièces pour le groupe Renault.

À la suite du redressement judiciaire de 2008, la tension est vive : les salariés stoppent la production et menacent de faire exploser des fours industriels à proximité d'une usine classée Seveso.
Des négociations entre le groupe Renault, le comité d'agglomération du Pays de Lorient, le conseil départemental, le Conseil régional, l'État et les salariés ont lieu. Ces derniers réclament en priorité le maintien de l'emploi et l'activité au tonnage équivalent. Renault revendiquait des subventions en contrepartie du rachat de la fonderie.

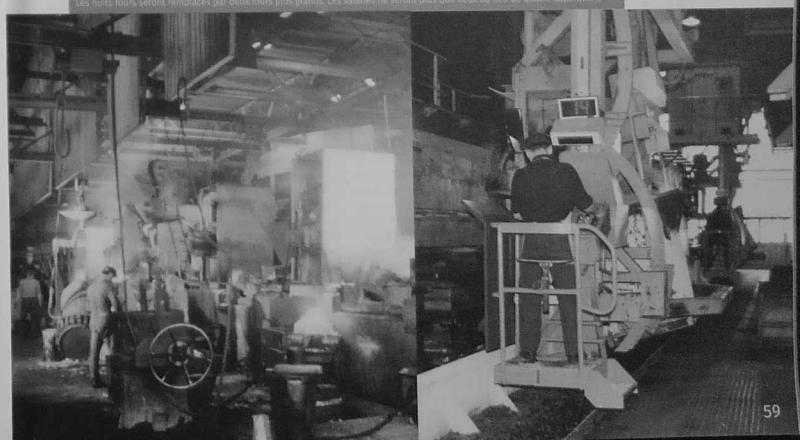
Cinq millions d'euros symboliques...

Une offre de reprise est acceptée le 29 septembre au tribunal de commerce de Lyon. Un accord est scellé le 22 octobre à Lorient, comprenant une contribution publique à hauteur de cinq millions d'euros. Deux millions d'euros sont versés par la Région Bretagne, 1,3 million par le département du Morbihan et 0,7 million par Cap L'Orient agglomération. L'État soutient même le projet avec une contribution d'un million d'euros.
« Il y a eu des pressions... Mais ça s'est joué à haut niveau, au niveau de l'Etat. La reprise n'a pas été une décision locale », précise Gérard Falquero, maire de la commune de Caudan. À l'époque, 33 % du groupe Renault appartient encore à l'État.
Lors du rachat, l'intégralité des emplois a été conservée. Des dépenses à hauteur de 35 millions d'euros sont engagées afin de remettre aux normes les installations industrielles. Un second plan de 55 millions d'euros est mis en place par la société en 2014 afin de réaliser une nouvelle ligne de fonderie d'une capacité de 40 000 tonnes par an.

Une tension toujours palpable

Aujourd'hui, la Fonderie de Bretagne emploie 417 personnes et appartient toujours au groupe Renault qui injecte chaque année des fonds pour la modernisation de l'entreprise. En septembre 2016, une nouvelle ligne de moulage devrait être achevée. Un plan de modernisation arrivera également à terme en 2017. Des embauches ont eu lieu en 2010 et 2015. Maël Le Goff nuance : *« Vous savez, ils ne nous ont pas repris de bon cœur. Ils nous l'ont fait payer. Après, il y a eu la mise en place d'un plan de compétitivité... »*. Au programme de ce plan : des diminutions de temps de pause et des réductions de RTT. Les salariés dénoncent un chantage à l'emploi. *« Lors des négociations ils ressortaient l'histoire du "si c'est comme ça, on la fera pas* (la nouvelle ligne de moulage, NDLR)*", alors qu'elle avait été actée au niveau de la Région, du préfet et de la direction de chez Renault. »* Même si lors du rachat en 2009 les effectifs restent identiques, des départs en retraite amiante n'ont pas été remplacés. Une centaine d'emplois ont été supprimés, un procès est toujours en cours.
La modernisation de l'entreprise était nécessaire mais des critiques se font sentir. Maël Le Goff précise : *« Le plus gros de l'investissement a concerné des nouveaux îlots de finitions robotisés. Malheureusement, on perd des emplois parce que ce sont des robots qui font le boulot et les gars font surtout du contrôle et du visuel »*.
En 2009, le soutien aux salariés ne faisait déjà pas consensus. Lors de l'occupation de l'usine par les salariés, le maire de Caudan prête une salle à la direction de l'usine qui ne peut accéder aux bâtiments. Les fondeurs de la SBFM se déplaceront jusqu'à la mairie et empêcheront le conseil municipal de se dérouler pour contester ce soutien à la direction. Depuis, les salariés restent en désaccord avec la direction de leur usine. 10 % de l'effectif des employés viendraient d'autres groupes Renault, *« majoritairement des cadres ou des chefs d'unités, ça se passe moins bien avec eux, parce qu'ils ne sont pas fondeurs et qu'ils n'y connaissent rien »*, explique Franck. La direction de la fonderie n'a pas confirmé ces chiffres.
Irréductibles fondeurs, certes, mais pour encore combien de temps ? D'après Maël Le Goff, avec la loi El Khomri, la direction de la fonderie pourrait décliner toute responsabilité à partir de quatre semestres consécutifs sans bénéfice. Depuis 2009, l'usine n'aurait pas gagné un euro...

À gauche, la coulée spo, ce chariot de coulé existe depuis les années 90. La coulée automatique aérienne sera bientôt transformée en rail. Au lieu de 20 personnes nécessaires dans les années 70, cinq seulement devront travailler autour de l'outil. **À droite,** le four 8H date des années 1960 et a été abandonné puis remis au goût du jour. C'est la future chaîne de secours. Les huits fours seront remplacés par deux fours plus grands. Les salariés ne seront plus que deux au lieu de quatre auparavant.



Reportage à Pont-Croix (29)

SOS : ABATTOIR EN DÉTRESSE

Loin des désastres sociaux à grande échelle des Gad ou Marine Harvest, l'avenir incertain de l'abattoir intercommunal de Pont-Croix (Finistère) qui emploie quatre personnes, interroge tout un territoire en perte de vitalité économique. Défense de l'emploi, essor du territoire, considérations environnementales. Des élus, éleveurs, directeurs de supermarchés et citoyens font converger leurs luttes pour organiser le sauvetage de ce dernier lieu industriel du Cap Sizun, menacé par un déficit chronique.

Texte et photos : Carole Tymen



Rouvert depuis le 18 avril 2016, après trois semaines de fermeture, l'abattoir de Pont-Croix est l'un des trois abattoirs publics que compte le Finistère avec Lesneven (300 tonnes) et Le Faou (2 000 tonnes). Le site emploie quatre bouchers.

Discret par son tonnage annuel (210 tonnes) mais remarqué par son déficit annuel (103 875 euros), l'abattoir intercommunal de Pont-Croix est en sursis. Sur la route qui mène à la Pointe du Raz, l'équipement de proximité vient de rouvrir après trois semaines de fermeture. Depuis la fin avril, on y abat à nouveau une cinquantaine de bovins, veaux, chèvres, moutons et porcs par semaine, en provenance de la Cornouaille. Malgré des mises aux normes régulières, un haut niveau de reconnaissance attribué par les services vétérinaires (DSV) et un agrément de certification « bio », le tonnage de cet abattoir de 400 m² plafonne à 210 tonnes.

« Son modèle économique n'est plus viable », martèlent les élus locaux les moins enclins à voir l'équipement perdurer. *« Il faut se regrouper au niveau départemental »*, lancent les partisans de la délégation de compétence. Il faut dire que, depuis plusieurs années, de nombreux facteurs jouent en la défaveur du maintien de l'outil. Au sein de l'abattoir d'abord.

La direction, dont les bureaux sont situés à une dizaine de kilomètres du lieu de travail, est jugée trop administrative et éloignée des problématiques du terrain. Le savoir-faire des bouchers a parfois été remis en cause par certains éleveurs qui, entre fantasmes et réalité, regrettent une qualité de travail et de restitution des marchandises aléatoire.

Un secteur atomisé

La zone géographique offre elle aussi son lot de contraintes. Entre la campagne et la mer, les onze communes qui composent le Cap Sizun sont atomisées et isolées dans les territoires. Il faut trente-cinq minutes pour rallier Cléden et Plouhinec, les deux points les plus éloignés du secteur, et compter trois quarts d'heure en moyenne pour rejoindre les grands centres urbains les plus proches (Quimper et Pont-l'Abbé).

Dans cet isolement géographique, la récente crise agricole écorche encore un peu plus une ruralité qui vivote. Le tissu économique se délite au profit du tourisme qui draine dans son sillage une population vieillissante, ravie de couler ses vieux jours en bord de mer.

Difficile d'imaginer une sortie positive du conflit. Pourtant, certains acteurs locaux se lancent dans la bataille, convaincus de la nécessité de l'outil. Avec pour unique point de convergence, le sauvetage de l'équipement public, symbole d'un territoire à préserver.

Elus, à vos porte-monnaies

« On se bouge, sinon je ferme », lâche le président de la Communauté des communes du Cap Sizun, il y a quelques mois. Cette voix menaçante, c'est celle de Bruno Le Port qui en appelle à son territoire.

Lorsqu'il arrive à la tête du conseil communautaire du Cap Sizun en avril 2014, cet ancien officier de la marine marchande découvre une situation financière critique : régulièrement, les quelque 103 000 euros de déficit de l'abattoir sont épongés par sa collectivité qui transfuge des milliers d'euros depuis son compte principal vers un compte annexe. Alertée, la Cour des comptes pointe *« le caractère exceptionnel d'une telle prise en charge d'un déficit d'exploitation »*.

Grave mais pas résigné, Bruno Le Port prend alors son *« bâton de pèlerin »* et part à la recherche de soutiens extérieurs auprès des onze conseils intercommunaux de la Cornouaille, là où des exploitations sont aussi utilisatrices de l'abattoir de Pont-Croix. Au printemps, trois intercommunalités ont répondu favorablement à la demande de pourvoir à l'effort financier et ce au prorata de leur utilisation. Les élus du Haut Pays bigouden ont voté une subvention de 30 000 € d'euros (30 % de l'abattage). Le Pays bigouden sud (10 %), a, lui, débloqué 3 000 d'euros.

À Douarnenez (10 %), les élus tiquent plus. Malgré davantage de votes « contre » et deux abstentions, le conseil communautaire du 24 mars a validé *« un soutien financier pour une année »*. Quid du montant ? *« On verra plus tard »*, balaie le président Jacques Lannou. *« Même s'il faut qu'on réfléchisse à une échelle globale, je peux comprendre que les communes situées dans les environs de Quimper aient refusé*, admet Bruno Le Port. *Elles ont leurs propres équipements. »*

Ultime reconnaissance de sa démarche, l'élu remporte l'adhésion de son conseil communautaire, en avril, qui vote à vingt-deux voix pour, neuf voix contre et un vote blanc, pour le maintien de l'outil. Alors que la première tendance, en 2015, était à l'opposé.

A 60 ans, l'élu est aussi le maire de la commune de Plouhinec, qu'il envisage de rebaptiser

»



L'abattoir de Pont-Croix est l'un des 100 abattoirs de France à être gérés par une collectivité publique. Les 150 autres appartiennent à des propriétaires privés.

Plouhinec-sur-mer. Des projets ambitieux, il en a plein sa besace. D'une main, il bataille pour le développement de la fibre optique sur l'ensemble du Cap Sizun. De l'autre, il tente de récupérer la compétence portuaire régionale pour développer un complexe de plaisance à Plouhinec.
Plaisanciers, pêcheurs, entrepreneurs, artisans. À chaque fois, il s'appuie sur le réseau d'acteurs locaux. Pour l'abattoir, il tend la main aux éleveurs. *« Ce n'est pas une simple décision politique qui sauvera l'abattoir. Les éleveurs du coin sont les premiers utilisateurs de l'outil. »* Pour montrer la voie radicale à prendre, il n'hésite pas, fin mars, à fermer l'abattoir. Rideau pendant trois semaines. Les trois bouchers et le bouvier sont remerciés, à la faveur de leur fin de contrat à durée déterminée. La décision est à la mesure de la situation, grave. La fermeture du site, en avril, permet à la collectivité une remise à plat complète de la politique de gestion du personnel.
À la réouverture, la direction a désormais ses bureaux au sein de l'abattoir et est présente à temps plein. De nouveaux bouchers ont été recrutés. Un geste fort en direction des éleveurs à qui l'élu passe le témoin.

Séduire les éleveurs à nouveau

Le message, Henri Peuziat n'a pas attendu de l'entendre pour se bouger. Suite à l'annonce d'une possible fermeture, cet éleveur de porcs « bio », installé dans la commune voisine de Plouhinec, s'est rapproché d'autres éleveurs. Dans les groupes de travail qu'ils animent, ils disent leurs envies, leurs besoins et parfois leur lassitude face à une gestion aléatoire du site industriel. Car, derrière les quatre emplois directs de l'abattoir, ce sont les exploitations des éleveurs locaux qui sont menacées. Une cinquantaine utilise régulièrement l'outil. Quelques autres, plus occasionnellement.

Depuis 1973, Henri Peuziat élève une centaine de cochons. En 2013, son fils Alexandre a repris l'entreprise familiale, à l'âge de 25 ans. Depuis toujours, ils envoient leurs bêtes à l'abattoir de Pont-Croix, situé à quinze minutes de l'exploitation. Inscrits dans une mouvance responsable et raisonnée, les Peuziat produisent *« peu mais au mieux »* et passent ainsi entre deux et quatre cochons par semaine.

Quand l'abattoir ferme pour travaux ou autre, ils doivent transporter leurs bêtes jusqu'au Faou situé à 70 km. Un éloignement qui oblige à deux trajets dans la semaine, le temps que les carcasses abattues descendent à une température transportable. Pour Henri Peuziat, c'est une perte de temps et d'argent. *« Quand je suis sur la route, je ne suis pas à m'occuper de l'exploitation, à préparer les charcuteries ou remplir la paperasse obligatoire. »*
Proche de plusieurs associations soucieuses de l'environnement, la famille Peuziat impulse, à l'hiver 2015, un mouvement citoyen, l'Association citoyenne du Cap (ACDC), qui dénonce un manque d'information de la population sur le sujet. L'association alerte à l'ouest pointe également les conséquences environnementales qu'engendrerait la fermeture définitive de l'abattoir. Ensemble, ils ont lancé une pétition et ont récolté 4 000 signatures en quelques semaines.

L'abattoir public de Pont-Croix passe 200 tonnes par an quand l'enseigne privée Kerméné passe, elle, 46 000 tonnes.

Il y a quarante ans, Henri Peuziat s'était déjà mobilisé pour le territoire, contre le projet de construction d'une centrale nucléaire à Plogoff. Un combat pas si éloigné de celui de l'abattoir, selon ce défenseur des circuits courts et du local qui pointe les modèles imposés par les grandes villes régionales et nationales. *« Ces décisions ne tiennent pas compte de la réalité du terrain, du quotidien et des préoccupations des gens qui vivent ici. »*
Alors, quand il a fallu aller battre la campagne pour tenter de convaincre les voisins qui avaient tourné le dos à l'abattoir public de Pont-Croix, l'éleveur charcutier du Gorré n'a pas hésité. Résident historique du Cap, il connaît bon nombre de fermes des environs et leurs situations particulières.

Son objectif est de trouver 100 tonnes de viande supplémentaires à abattre par an pour ainsi atteindre le seuil raisonnable et viable de 300 tonnes. *« C'est possible »*, affirme l'éleveur qui passe de fermes en élevages pour tenter de trouver *« quatre bovins de plus par semaine. »* À 500 kg la bête. Le compte y est. Parfois, il entend aussi la réticence de certains exploitants comme ce producteur d'agneaux de la commune voisine, Poullan-sur-Mer. Lui pointe les tarifs de l'abattoir, variables selon les espèces. 0,31 euros par kilo, pour les bovins. 0,98 euros pour les ovins. *« Trop cher »*, déclare l'éleveur qui, depuis quelques mois, envoie ses bêtes au Faou.

Un commercial sinon rien

Partisan de la mise en réseau des idées et des connaissances, Henri Peuziat va jusqu'à imaginer des productions nouvelles, comme la mise en chantier d'une nouvelle ligne de production qui serait dédiée à la fabrication de steaks hachés.
« Pourquoi pas !? » lui répond le directeur du centre Leclerc d'Audierne, Gilles Métriau. Malgré leurs visions économiques différentes, les deux hommes se connaissent pour s'être croisés dans les groupes de travail liés à l'abattoir.

L'entrepreneur qui, pour des raisons de coûts, *« n'a pas vocation à travailler avec Pont-Croix »*, a fait le choix du local, en 2014, alors qu'il a à sa disposition l'un des trois plus grands abattoirs d'Europe, à Collinée (Côtes-d'Armor). Cet abattoir privé qui fait partie du réseau d'abattoirs Kermené de l'enseigne Leclerc, produit 46 000 tonnes de charcuterie par an, sur un site de 30 000 m². Dans son magasin, un quart de la viande proposée en boucherie traditionnelle et en libre-service, est élevée et abattue localement. Énergique, l'homme d'affaires n'a pas hésité à jouer du réseau Leclerc dès les prémices d'une possible fermeture. Suspendu à son téléphone, il s'est improvisé VRP de l'outil public. Quelques autres gérants de grandes surfaces entretiennent aussi le maillage économique local. *« Nous avons une responsabilité collective »* constate Pierre Desitter, gérant du Super U de Pont-Croix.

Car c'est bien une démarche active qu'ils proposent. *« Nous, nous faisons notre part dans notre réseau,* pousse Gilles Métriau. *Ce qu'il faut à l'abattoir, c'est un commercial, quelqu'un qui va chercher de nouveaux éleveurs, boucheries et GMS,* développe le commerçant. *A la clé, ce sont de nouveaux contrats ! »*

Le patron est par ailleurs, trésorier de l'association d'entreprises et artisans locaux, « Cap Sizun avance », dont les 200 adhérents se font les défenseurs de l'emploi local. *« Défendre l'abattoir, c'est défendre l'emploi local qui va avec »*, reconnait Gilles Métriau, qui s'acquitte du surcoût de l'abattage à Pont-Croix estimé à 55 centimes de plus par kilo. *« Ici, l'hiver est rude,* poursuit l'homme. *Un magasin comme le mien ne tient pas s'il n'y a plus d'activité économique à l'année. »*

LA MÉMOIRE DES LUTTES NE FLANCHE PAS

Un peu partout en Bretagne et en Loire-Atlantique, des lieux et des éléments d'architecture conservent le souvenir d'un passé ouvrier ou militant. Petite balade aux quatre coins de la région.

Pierre-Yves Henry / *Carole Tymen*

1. L'Espoir II, Brest (Finistère)

En 1987, la crise du secteur de la réparation navale fait descendre les salariés des « Arno » dans les rues de Brest (Finistère) qui décident, pour démontrer leur savoir-faire, d'installer Place de la Liberté une étrave de bateau nommée L'Espoir. Au terme de sept semaines de grève, l'activité de l'entreprise repart sous le nom de Sobrena avec 180 salariés. Vingt-quatre ans après, en octobre 2011, le combat redémarre. Les « Sobrena » se mobilisent contre la fermeture du chantier. Le bateau L'Espoir revit alors, baptisé L'Espoir II. Sablé et repeint, l'étrave se trouve aujourd'hui sur le rond-point des Foulques, sur le port de commerce.



2. La Manufacture des tabacs, Morlaix (Finistère)

À Morlaix (Finistère), l'histoire de la ville est liée à celle de la manufacture des tabacs, située sur les quais. Trois siècles durant, des milliers d'ouvrières et ouvriers y ont confectionné cigares, poudre et tabac à priser.
En 1998, l'activité s'arrête quand les dirigeants d'Altadis (anciennement Seita) décident de transférer l'activité à Strasbourg (Bas-Rhin). Les employés, soutenus par les habitants, descendent dans la rue. Rien n'y fait. L'usine ferme ses portes en 2004.
Les locaux rachetés par la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Morlaix ont, depuis, trouvé de nouvelles destinations (IUT, pôle culturel, appartements privés).





3. La grue Dubigeon de Nantes (Loire-Atlantique)

Entre les Machines de l'Île et le Hangar à bananes, l'immense grue jaune rappelle le passé industriel de la ville de Nantes. Celui des chantiers navals Dubigeon en particulier. Avec ses 400 tonnes et ses 34 mètres de haut, l'engin installé en 1955 avait pour fonction de lever les blocs de bateaux pour les monter sur la cale. La fermeture des chantiers, en 1987, marque la fin de plus de 200 ans de construction navale et la disparition de 250 emplois. Rachetée par la ville de Nantes, la grue a retrouvé sa couleur d'origine en 2000. Elle est désormais l'emblème du renouveau du lieu transformé en pôle culturel.



4. Les chaussures Réhault, Fougères (Ille-et-Vilaine)

Laissé en friche pendant plus de 30 ans, le site de l'entreprise Réhault, à Fougères, a trouvé une seconde vie. Les 8 000 m² de cette usine réhabilitée s'appellent désormais Les Ateliers et accueillent depuis 2008 un pôle associatif, culturel et sportif.
L'ancienne usine de chaussures construite dans les années 1950 a été fermée en 1976 suite à un conflit de quatre ans et le licenciement de milliers de personnes. Dans le hall d'accueil, une exposition permanente évoque l'histoire des chaussonniers de la ville.



5. La Maison du peuple, Saint-Malo (Ille-et-Vilaine)

Lieu du syndicalisme cégétiste breton, la Maison du peuple de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) est l'un des rares exemples conservés en Bretagne. Bâtie entre 1920 et 1926, elle a été le siège de la CGT dont les lettres s'affichent encore au fronton. L'édifice a vu le jour grâce à l'engagement et aux cotisations des syndiqués. En 2011, l'édifice a été classé Monument historique. Une restauration est en cours.

« JE SUIS DEVENU BRETON »

Lors du conflit du Joint français en 1972, Edouard Renard était professeur de français à Guingamp et militait au sein de la Ligue communiste révolutionnaire. On l'aperçoit à l'arrière-plan du célèbre cliché pris par Jacques Gourmelen, alors photographe à Ouest-France. Rencontre.

Christophe Donadieu



Édouard Renard est aux premières loges, juste derrière le CRS, clope au bec.

Comment un Havrais d'origine s'est-il retrouvé sur cette photo devenue fameuse de la lutte du Joint français ? Quelle était votre implication dans la lutte ?

En 1968, j'étais professeur de français et j'avais demandé ma mutation dans les Côtes-d'Armor. Derrière moi j'avais déjà une activité politique et associative. À cette époque, j'ai intégré une organisation qui est devenue la Ligue communiste révolutionnaire. Nous nous étions déjà investis lors de la première grève avortée du Joint, à l'aube des années 70, durant laquelle nous étions aux côtés des ouvriers tous les jours et distribuions des tracts pour le parti. Dès que nous entendions parler d'une grève nous nous y déplacions. Lors du conflit de 1972, nous avions retenu la direction parisienne avec les grévistes, à l'inspection du travail. La photo a été prise le lendemain.

Vous étiez au premier rang, proche de ce face à face agressif. Que ressentez-vous ?

J'étais très fatigué, nous avions passé une nuit entière sans dormir car, comme je le disais, nous avions séquestré les dirigeants de l'entreprise. Je n'avais pas peur, d'ailleurs on peut s'en apercevoir, j'avais ma cigarette au bec. Il n'y avait a priori rien à craindre. Bien que la photo renvoie une extrême violence, ce que les gens ne savent pas forcément c'est que Guy Burniaux, le salarié devenu célèbre, pleure à chaudes larmes lorsqu'il empoigne le CRS, qui s'avère être également son ancien camarade et ami. En fait, j'avais un sentiment de victoire car je ne souhaitais ni débordement, ni affrontement durant la grève et je voulais à tout prix éviter qu'elle se termine dans un bain de sang. Le pari de mener la lutte dans le calme avait été gagné.

Vous vous étiez présenté aux législatives à Saint-Brieuc une année plus tard. La grève avait-elle impacté les urnes ? Et vous, la grève vous a-t-elle changé ?

J'ai récolté 0,3 % aux législatives. Cela n'a rien changé du tout. J'y croyais dur comme fer. J'avais ma gueule dans le journal et d'autant plus que certains s'amusaient à dire que j'étais connu comme le loup blanc à Saint-Brieuc. Autant la lutte syndicale est politique autant elle n'a rien à voir avec la Politique. J'étais déçu, mais ce fut une précieuse leçon pour le coup. En ce qui me concerne personnellement, je suis devenu Breton à part entière. J'aimais la Bretagne, j'appréciais y venir durant les vacances auparavant mais le conflit m'a appris à connaître en profondeur un pays dont le peuple est accueillant et combatif. J'ai véritablement pu me saisir de l'image des travailleurs ouvriers et de leur solidarité.

GOÛTER, C'EST LES DÉVORER

Des bonnes choses qu'on prend le temps d'apprécier. De la grande prose à la petite histoire, la rédaction de Phénix vous propose ses coups de cœur, à lire, regarder ou écouter sur le thème de la culture ouvrière. Du beau, du sensible et du concret.

Carole Tymen — *Pierre-Yves Henry*

1. Lip, l'expérience de l'autogestion



À travers le personnage de Solange, une des employées de l'horlogerie Lip, située à Besançon (Doubs), les auteurs racontent en bande dessinée l'histoire d'une usine menacée de dépôt de bilan. En 1973, 1 300 ouvriers de l'entreprise s'unissent et protestent avec force contre ces éventuelles pertes d'emplois. De la séquestration des cadres à l'autogestion de l'usine, tous les moyens sont bons pour ne pas céder.

Lip, des héros ordinaires, Laurent Galandon et Damien Vidal, Editions Dargaud, 2014, 168 pages, 19,90 €.

2. Abattoir, la fierté du métier



Son métier ? Tueur de bêtes. Depuis 25 ans, Stéphane Geoffroy travaille dans un abattoir privé de Liffré, près de Rennes et il en est fier. À l'heure où les maltraitances d'animaux sont régulièrement dénoncées, l'auteur livre son regard sur un métier autrefois « noble » et désormais déprécié par la société et les directions d'établissement.

À l'abattoir, Stéphane Geffroy, collection Raconter la vie, Seuil, 2016, 85 pages, 7,90 €

3. La CFDT se raconte en BD



Une plongée dans l'histoire de la chaussure, de la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) et de la CFDT ! Dans la bande dessinée, Les Mauvaises Gens, Etienne Davodeau, livre l'histoire de ses parents, jeunes syndicalistes chez Eram, dans les années 1950. En arrière-plan, l'univers rural et traditionaliste des Mauges (Maine-et-Loire), le mouvement des prêtres ouvriers, la naissance des syndicats et l'envie de socialisme d'une France ouvrière en plein bouleversement.

Les Mauvaises Gens, Étienne Davodeau, Delcourt, 2005, 183 pages, 14 €

4. Syndicat – journalistes : un unique combat



Ou quand les petits ouvriers du textile du Nord de la France font plier leur patron milliardaire. Dans ce facétieux documentaire, le trublion François Ruffin, créateur du journal Fakir, se fait le défenseur des Klur, un couple d'anciens salariés d'ECCE (costumes Kenzo), licenciés après une délocalisation de la production en Pologne. Un film qui donne l'envie de passer la nuit debout.

Merci Patron !, François Ruffin, Jour 2 Fête et Mille et une Productions, 2016, 84 min, dans les salles et en DVD (décembre 2016) au prix de 20 €.

5. La vie des mineurs de l'entre-deux-guerres en Angleterre



George Orwell décrit dans Le Quai de Wigan la vie des mineurs de cette ville fade du nord de l'Angleterre. Publié en 1937, l'ouvrage retranscrit avec force et précision le quotidien des ouvriers. L'enquête, au cœur des mines, alerte sur les conditions de travail et de vie difficiles auxquelles ces hommes de l'ombre doivent faire face.

Le quai de Wigan, George Orwell, Editions Ivrea, 1937, 260 pages, 18 €.

TROIS AUTRES DÉCLINAISONS MÉDIATIQUES

Cette année, les apprentis journalistes de la Licence professionnelle de l'IUT de Lannion se sont intéressés aux mouvements sociaux en Bretagne. C'est le thème de ce magazine, mais aussi d'un documentaire télévisé, d'un reportage radio et d'un long format sur le web.

LE MATCH DES TRIBUNES

Télévision : 26 minutes dans la peau d'un « ultra »

Le documentaire met en avant les « ultras », ces supporters de l'extrême prêts à tout pour soutenir leurs clubs. Sous leurs tifos déployés dans les tribunes de Brest, Guigamp, Lorient et Nantes, ces fans vibrent pour leurs clubs et aspirent à une certaine reconnaissance de la part des acteurs du ballon rond. Pour mieux les comprendre et expliquer cet univers régi de codes, Nicolas Hourcade, sociologue spécialiste du phénomène « Ultras », Thierry Baillard, le secrétaire d'État aux sports et, Benjamin Kelt, journaliste, apportent leurs éclairages.

Ce documentaire est réalisé en partenariat avec **Tébéo**, **Tébésud** et **TV Rennes 35** et sera diffusé sur les chaînes locales et disponible en replay.

REGAIN DE TENSION

Radio : trois heures d'analyse sur les formes de violences dans les mouvements sociaux

L'intervention répressive de l'État, les manifestations pacifistes ou encore la violence dans l'entreprise, telles sont les thématiques abordées lors de trois émissions de radio consacrées à la question générale de la violence. Les reportages, entrecoupés de débats avec des invités, ont été réalisés aux quatre coins de la Bretagne et de la Loire-Atlantique, mais aussi à l'étranger, entre Guadalajara (Mexique), Québec (Canada) et Madrid (Espagne).

À écouter sur le réseau **RCF Rivages Bretagne**, à Brest sur le **89.0** et à Quimper sur le **92.6**. Les podcast sont disponibles sur https://rcf.fr/ma-radio/Bretagne.

APRÈS-COUP

Web : Cinq chapitres consacrés à l'après mouvement social

Une fois un conflit social terminé, que se passe-t-il ? En quoi le rapport à autrui est-il changé ? Le long format intitulé « Après-coup » apporte des réponses à ces questions. Il est divisé en cinq chapitres : le déclic, le surlendemain, la politique, la solidarité et l'héritage. Les époux Politzer, militants à Erdeven, Jean-Pierre Le Mat, porte-parole des Bonnets Rouges, Audrey Le Bivic, agricultrice lassée de la « Guerre du lait » de 2009 et Denis Castel, figure de la mobilisation de l'usine Marine Harvest (Poullaouen) reconverti en patron de bar à Brest, apportent leurs témoignages.

Le reportage « Après-coup » est disponible sur **https://www.bastamag.net/Mouvement-social-et-apres**

Magazine réalisé par les étudiants
de la licence professionnelle journalisme
de l'IUT de Lannion 2015-2016